

« Fuck the EU » ou Le complot de l'Anglosphère contre l'Union européenne

Jacques HUYNEN

DEA en histoire des religions

Licence en histoire orientale

BA en anthropologie culturelle

Bruxelles, Belgique, février 2023

La guerre russo-ukrainienne est-elle une guerre par procuration (proxy war) des USA contre l'UE, ou contre cette Communauté qu'incarnaient les états fondateurs du Marché Commun et leurs visées fédéralistes ? Soit contre ce que GW Bush et Donald Rumsfeld baptisèrent la Vieille Europe lorsque quatre des six pays fondateurs de la Communauté, devenue Union européenne refusèrent en 2003 de les suivre dans leur guerre contre l'Irak de Saddam Hussein. Parmi les membres continentaux de l'UE, l'Italie et les Pays-Bas furent les seuls membres fondateurs à accepter de se joindre à la « coalition of the willings » composée essentiellement de pays anglophones, plus de l'Espagne et de pays d'Europe de l'Est dont la Pologne, ensemble baptisé pour l'occasion « Nouvelle Europe ».

À la fin des années 70 (été 1979), alors que je suivais à l'Université de la Nouvelle-Orléans (UNO) un cours à option sur les « gouvernement démocratiques d'Europe » John K. Wildgen¹, chargé de ce cours, familier de Bruxelles et de l'OTAN, pour lequel son patron Werner J.Feld travaillait, me dit un jour que les USA seraient partisans d'une Europe fédérale s'ils en devenaient membres.

Un an après la tentative d'invasion de l'Ukraine par la Russie, mon propos dans cet article est de montrer qu'il aura fallu 42 ans pour que les USA, fer de lance de l'Anglosphère², fassent de ce qui n'était qu'un souhait en 1979 dans la bouche de John Wildgen, devienne réalité en 2022, en fait sinon en droit. Emmanuel Macron venait pourtant à peine de diagnostiquer la mort cérébrale de l'OTAN (le 8 novembre 2019), laissant espérer un sursaut de la Vieille Europe et la mise en œuvre accélérée du projet de défense européenne. Il ne fallut qu'un an à l'issue de l'administration Trump – la paranoïa de Vladimir Poutine aidant – pour que les provocations de l'Administration Biden³ mettent un terme à ces rêves d'indépendance européenne en précipitant l'invasion de l'Ukraine par la Russie, entraînant le projet d'adhésion de la Suède et de la Finlande à l'OTAN, et aboutissant à ce que des 27 états membres de l'UE 24 soient également membres de l'OTAN. Si Bernie Sanders, ou Donald Trump, avait été élu président des USA, Poutine n'aurait probablement pas agressé l'Ukraine.

On peut admettre que Poutine et cette partie de l'opinion russe qui le soutient ont depuis 2014 et même 2008, voire 2003, manifesté les traits d'un syndrome paranoïde. mais si le but des neocons, qui sous Biden décident encore de la politique étrangère des USA avait été de dissuader Poutine d'envahir l'Ukraine, ils auraient soigneusement évité de prédire – d'encourager ? - son passage à l'acte. Mon interprétation ainsi que celle d'autres observateurs est que l'Anglosphère, bien avant Trump, ayant perçu un réel danger de voir l'UE préférer une intégration économique avec la Chine et l'Eurasie plutôt qu'à une vaste zone de libre échange transatlantique dominée par les USA, et qu'elle chercherait par n'importe quel moyen à rendre cette intégration impossible.

Alors que Trump, cet autre paranoïaque, chercha à parer cette éventualité en s'alliant à la Russie, afin de construire au Sud et à l'Est de l'Asie centrale, une nouvelle « Grande muraille » séparant la plus grande partie de l'Eurasie de la Chine, Biden choisit de construire un nouveau Rideau de fer plus à l'Ouest, entre la Russie et l'Europe de l'Est. Ce faisant il suivait les conceptions géostratégiques des néoconservateurs qui voient dans la perspective d'une Europe intégrée économiquement, politiquement et militairement un défi aussi important que celui posé par la Chine.

Joe Biden et Antony Blinken sont encore guidés dans leur politique étrangère par la même équipe, les mêmes personnalités, qui avaient conseillé G.W Bush dans son aventure irakienne. Ce sont les mêmes qui ont incité en 2014 sur la Place Maïdan la première des « révolutions de couleur ». Parmi eux plusieurs Américains d'origine juive ukrainienne, héritiers idéologiques des « transacteurs » qui avaient contribué à piller les actifs de l'URSS après son effondrement, déterminés après la parenthèse Trump à poursuivre leurs efforts visant à ouvrir aux multinationales et GAFAM⁴s américaines les ressources minérales de la Sibérie. Le dépeçage de la Russie n'était pour eux que la suite logique de la chute de l'URSS. Il fallait à cette fin pousser Vladimir Poutine à envahir l'Ukraine. C'est à cela qu'à peine élu, Joe Biden s'employa. Il entre en fonction le 20 janvier 2021. Un an plus tard, le 24 février 2022, les armées russes lancent leurs premières attaques contre l'Ukraine de Zelensky.

1 Werner G.Feld and John K. Wildgen, *Domestic Political Realities and European Unification*, Taylor and Francis Ltd. Par la suite John Wildgen travailla surtout pour la Rand Corporation.

2 Anglosphère : groupe de pays dont la majorité de la population a l'anglais comme langue maternelle : Australie, États-Unis, Canada, Royaume-Uni, Irlande, Nouvelle-Zélande, répartis dans les deux hémisphères. Du fait de leur langue commune, communiquant et échangeant facilement populations et informations, surtout depuis la généralisation de l'internet, ils représentent une sorte d'Empire du Tout-Autour.

3 Par ses procès d'intention répétés pouvant être perçus comme des *self fulfilling prophecies* voire des menaces : « la Russie va attaquer l'Ukraine ». Sans cesse répétés, comme pour souffler sur les braises d'un foyer indécis, au cours de l'année précédant l'invasion russe en février 2022. Sans Biden, Poutine aurait-il envahi l'Ukraine ?

4 Les abréviations et sigles neufs ou peu courants sont expliqués p. 30

Lors de la Deuxième Guerre d'Irak en 2003, Bush II et son administration avaient déjà cherché leurs appuis européens à l'Est, qualifiant de « Nouvelle Europe » les pays acceptant de les suivre dans l'aventure irakienne. Au nombre des 31 pays nominalement membres de la coalition – seule la Pologne s'engage sur le terrain aux côtés des Anglo – on compte sept pays d'Europe centrale et orientale membres de l'UE, plus l'Ukraine. L'Allemagne, la Belgique, la France, le Luxembourg, pays fondateurs et cœur industriel et économique de l'UE, s'y refusèrent et se virent accusés de mollesse dans la défense et la promotion de la démocratie. Ils furent pour cela décorés du qualificatif de « Vieille Europe »⁵. C'était l'époque du boycott des « *French fries* » au bénéfice des « *liberty fries* »⁶.

Biden et son administration démocrate eurent recours pour boucher toute perspective d'émergence d'une politique étrangère européenne cohérente et indépendante à ces mêmes Nouveaux Européens, les plus conservateurs en matière culturelle, morale, juridique⁷ ainsi que par leur attitude envers les migrations. Si cette indépendance devait jamais survenir, le risque eut été trop grand de voir le « cap occidental de l'Asie » qu'est l'Europe se détourner du *Far West*, pour chercher vers le *Far East* sa « nouvelle frontière ». Le Marché Commun, la Communauté européenne et l'Union européenne évoluaient depuis les années cinquante dans l'orbite de l'Anglosphère. La perspective lui paraissait insupportable de voir à terme le Continent se détourner d'elle pour former des alliances avec les puissance eurasiatiques.

Alors que je relis ces lignes au lendemain de l'attentat contre les gazoducs *Nord Stream I* et *II* en Mer Baltique (27 septembre 2022) la guerre ukrainienne apparaît de plus en plus comme un épisode de celle de l'Anglosphère contre la Vieille Europe, celle des pays fondateurs du Marché Commun, de la CEE et de l'UE, parmi lesquels en premier lieu l'Allemagne, son moteur économique, et la France seul embryon potentiel d'une défense européenne autonome.

*

Comme beaucoup de citoyens des pays membres de l'Union européenne, j'avais jusqu'à la fin du 20^e siècle continué à croire que les États-Unis envisageaient avec bienveillance les progrès de l'intégration européenne. On a aussi pu longtemps se faire des illusions sur les véritables dispositions du Royaume-Uni, membre depuis 1973.

Ce sont des incidents infimes à l'occasion de rencontres avec des anglophones natifs, Américains, Britanniques ou d'origine britannique – appelons-les Anglo-saxons ou « Anglo » – au cours de mes pérégrinations en Asie de l'Est, dans les Amériques et en Europe – remarques, ironie, sarcasmes, réactions de colère parfois – qui progressivement me firent dès plus ou moins 2010 comprendre les vraies dispositions d'une Anglosphère que sa participation à la défaite des fascismes sur le Continent et en Asie avait réussi à faire passer aux yeux de la majorité des Continentaux comme des parangons indépensables de tolérance, d'humour, de liberté et de démocratie.

De retour du Vietnam en Belgique en 2002, préparant un DEA sur la géopolitique du bouddhisme, je me rendais fréquemment en Angleterre, séjournant occasionnellement au monastère bouddhiste theravada de Amaravati à Hemel Hempstead. Je fus surpris de me voir accusé par un retraitant partisan du UKIP d'être en tant que Belge, « pire encore que les Français ». On peut trouver paradoxal que même un des plus fameux monastères bouddhistes anglais abrite des attitudes aussi étroitement nationalistes. Mais le commentaire le plus drôle dans ce milieu eut lieu lors d'une retraite de L'Ordre bouddhiste Occidental (FWBO) en Hollande lorsqu'un membre britannique me dit que Maitreya, le Bouddha du futur, serait forcément britannique...

Au Sri Lanka, où j'ai passé un an en 2008, un pasteur américain étudiant le bouddhisme singhalais sans pourtant daigner étudier ni le singhalais ni le pali, alors que je défendais le « projet européen » – ce qui faisait de moi un « européiste » – tenta de rendre l'Europe globalement coupable de l'holocauste et invoqua le Plan Marshall pour justifier l'amarrage perpétuel de l'Europe de l'Ouest à l'Amérique, aux USA, à l'Alliance Atlantique, à l'OTAN, soit à l'Anglosphère bien que le terme ne fût à l'époque guère courant. Je contre-argumentai qu'à l'issue de la Seconde Guerre mondiale, le Plan Marshall était autant à l'avantage des USA que des pays européens qui en bénéficièrent. En effet, alors que le monde développé se résumait aux USA et à l'Europe de l'Ouest – OEEC devenu OCDE en 1961 – et représentaient plus encore qu'aujourd'hui l'essentiel du PIB global, il fallait ré-amorcer la pompe d'une économie libérale dont le jeu se serait sans cela arrêté faute de joueurs, en donnant aux Européens les moyens d'importer la production américaine. Il faut être deux pour jouer.

*

5 Je m'autorise à me référer occasionnellement à *wikipedia* concernant des faits, événements ou séquences d'événements non-contestés.
https://fr.wikipedia.org/wiki/Vieille_Europe

6 https://fr.wikipedia.org/wiki/Coalition_militaire_en_Irak

7 Il est vrai qu'aux USA également, où les juges de la Cour Suprême sont nommés par l'exécutif, la définition de l'indépendance des trois pouvoirs diffère sensiblement de celle qui prévaut dans la Vieille Europe.

Trêve de plaisanterie... Je m'efforcerais ci-dessous de lister une série d'événements et de faits suivis chacun de leur interprétation dans la perspective de l'hypothèse esquissée ci-dessus : l'existence dans le chef de certaines élites anglophones d'un projet conscient et concerté d'entraver les progrès de l'intégration européenne au-delà de ceux menant à la création d'une zone de libre échange des capitaux et des marchandises servant leurs intérêts⁸. Ce projet, ce complot, ne pouvait bien sûr prendre forme qu'avec le silence complice d'une partie de la « business class » européenne, l'aveugle naïveté d'une partie de la classe politique européenne quant aux dispositions réelles des Britanniques et des Américains, et la duplicité d'une autre partie de cette même classe politique tolérant pour les GAFAM, à l'abri du concept de démocratie, la liberté d'investir sans frontières.

Il aura fallu Trump, le Brexit, Maïdan, la Covid et la guerre en Ukraine pour que les Européens commencent à se rendre compte que cette « intégration européenne » dont on leur chante les louanges depuis l'Acte unique en passant par les Traités de Maastricht et de Lisbonne était avant tout celle de la finance, des capitaux, et des biens. Elle ne fut tolérée pas ses maîtres anglo-saxons qu'aussi longtemps qu'elle ouvrait à leurs capitaux et à leur pénétration culturelle un « *level playing field* » tout en excluant tout *challenger* sérieux.

1. La Grande Bretagne membre du Marché Commun ?

La philosophie politique de l'Angleterre et du Royaume-Uni en matière de relations internationales se fonde depuis toujours sur la nécessité d'empêcher l'émergence sur le continent d'un pouvoir qui les marginaliserait et pourrait les dominer. C'est ce que fit l'Angleterre en intervenant dès le Moyen Âge sur le continent et sur les mers contre la France et les Habsbourgs. Cette nécessité fut formalisée au début du 20^e siècle par le géographe Halford John Mackinder⁹. Dans sa théorie du « *heartland* » (île centrale du monde/île-monde) ou du « pivot de l'histoire » il voit dans l'Eurasie le « centre du monde » et dans le contrôle politique de ce centre la clé de la maîtrise du destin du monde : « qui tient l'Europe orientale tient le *heartland*, qui tient le *heartland* domine l'île mondiale, qui domine l'île mondiale domine le monde ». Cette nouvelle définition d'un autre « empire du milieu » l'oppose bien sûr à l'« empire du tout-autour » que représentait encore l'Empire britannique fondé sur le contrôle des mers, du commerce, de la richesse et donc du monde. C'est inspiré par cette conception/idéologie que le Royaume-Uni au 19^e siècle disputa à la Russie impériale le contrôle de l'Asie centrale dans le cadre du Grand Jeu. En Europe continentale il intervint contre Napoléon, puis au 20^e contre l'URSS et l'Allemagne hitlérienne. Après la Deuxième Guerre mondiale, les USA prendront le relais des Britanniques pour y contrer les influences soviétique, puis à présent russe et chinoise.

C'est aussi cette idéologie qui inspira la candidature du Royaume-Uni à la Communauté européenne.

Cette candidature fut acceptée en 1973, avec celles du Danemark et de l'Irlande, après 12 ans de négociations entamées en 1961. Cette demande fut d'abord rejetée suite à la demande britannique d'exemption sur le tarif extérieur et la PAC, et à l'opposition de la France. Les négociations furent reprises en 1966 et 1970.

On fait parfois remonter au discours du Premier ministre Margaret Thatcher sur l'avenir de l'Europe, prononcé à Bruges (Discours de Bruges) le 20 septembre 1988, le début de l'« euroscepticisme » au Royaume-Uni. Mais cet euroscepticisme est sans doute essentiel à l'identité britannique et remonte aux origines de l'Angleterre.

Alors qu'en 1999 l'euro venait à peine d'être mis en usage sous sa forme scripturale¹⁰, les Continentaux ne remarquèrent pas les déclarations de Margaret Thatcher (Premier ministre de 1979 à 1989) sur le lien unissant les pays anglophones. Ils ne remarquèrent pas d'avantage ses propos à la limite de l'hostilité à l'égard du Continent lors de la Conférence du parti conservateur de Blackpool en octobre de la même année¹¹.

En bref, d'après M.Thatcher la Grande Bretagne « serait le meilleur pays européen, les pays anglophones sont les pays les plus développés, les plus inventifs et le resteront, ou doivent le rester. Les problèmes de l'Europe viennent en général du Continent. »

8 La libre circulation des personnes par contre coïncidait beaucoup moins avec leur conception du libre échange, et l'on vit que l'afflux dans le Royaume-Uni d'Européens de l'Est fut un des facteurs qui détermina la victoire des *leavers* lors du *referendum* sur le Brexit.

9 Mackinder, H.J. "The geographical pivot of history". *The Geographical Journal*, 1904, 23, pp. 421–37.

10 Le 1^{er} janvier 1999. Il devait être mis en circulation le 1^{er} janvier 2002 à minuit sous sa forme fiduciaire.

11 *The Guardian*, « Thatcher returns to fight old battles », 6 October 1999

Quel étrange phénomène que les Continentaux, pourtant tellement attentifs à la moindre manifestation de nationalisme sur le Continent, soient restés aveugles ou tolérants aux manifestations des nationalismes britannique et américain.

2. La Chute de l'URSS. Les USA, l'UE, la Russie, et la Chine

Lors de la chute de l'Union soviétique en 1989, l'État russe qui lui succède ne dispose pas des digues légales et organes de contrôle des investissements dont les États d'Europe occidentale, et même les États-Unis, se sont dotés. Profitant du désaccord du côté russe entre partisans d'une réforme progressive des structures de l'État et partisans d'une « thérapie de choc », un sauvagement raz-de-marée d'investissements masque le comportement corrupteur et prédateur de certains conseillers/investisseurs occidentaux, américains, russes ou d'origine russe, ou bénéficiant de la double nationalité, que Janine R. Wedel¹² appelle les « transacteurs », ceux-ci ciblant certains niveaux de pouvoirs contrôlant les actifs laissés par l'URSS. Cette stratégie risqua un temps de faire à terme de la Russie une nouvelle « *terra nullius* » ouverte à des émules de ces « barons brigands » (*robber-barons*) qui avaient au 19^e siècle failli féodaliser les USA, en faisant un autre Brésil¹³.

Parmi les transacteurs on trouve Dick Cheney, patron de Victoria Nuland, laquelle jouera en 2014 un rôle déterminant dans la création des conditions qui mèneront aux guerres d'Ukraine, à commencer par celle du Donbass. Quinze ans auparavant, dès la chute de l'URSS en 1991, Dick Cheney et ses complices du *think-tank New American Century* élaboraient déjà des plans relativement à l'Europe et l'Eurasie consistant à balkaniser non seulement la Yougoslavie mais aussi la Russie et la Chine¹⁴. En Yougoslavie, l'OTAN n'hésita pas à avancer ses pions en bombardant Belgrade. Victoria Nuland fait encore partie du Département d'État de Joe Biden.

Un des transacteurs, le père du concept de « thérapie de choc », Jeffrey Sachs, préconisait des privatisations massives, et une libéralisation rapide des flux de capitaux. Il avait inspiré des politiques idoines en Bolivie (1985) et en Pologne (1989) où si une petite partie de la population avait pu chaque fois s'enrichir, le traitement de choc du docteur Sachs avait, comme le souligne la journaliste Naomi Klein, entraîné un appauvrissement considérable des sociétés bolivienne et polonaise, et avait été très mal accueilli par ces populations¹⁵. En Pologne, sous la pression populaire, l'équipe dirigeante put mettre fin à une vague de privatisations et à une politique contraire au programme du syndicat *Solidarność*. En Bolivie et en Russie par contre, il fallut des manœuvres fort peu démocratiques (et même, dans le cas de la Russie, un coup d'État de la part du Président Eltsine) pour contraindre les populations à accepter cette nouvelle politique économique. Comme nous verrons plus bas, Jeffrey Sachs, devenu très critique de la politique américaine en Ukraine, évite à présent de parler de ces sujets gênants lorsqu'il retrace sa carrière de conseiller économique.

Lorsqu'en 1991 la transition vers l'économie de marché en Russie parut inéluctable, les institutionnalistes ou « gradualistes » opposaient à la « thérapie de choc » une transition progressive synchronisant l'instauration d'un cadre juridique (justice, autorité anticorruption et anti-monopoles) avec la privatisation du secteur public et la libéralisation de l'économie. Appuyés par les instances internationales (FMI, BERD) Jeffrey Sachs et les partisans de la « thérapie de choc » l'emportèrent. À partir de 1992, la Russie privatise massivement, la thérapie de choc étant mise en œuvre de façon complète à partir de 1994 quand plus de 50 % du secteur public (112.625 entreprises d'État) sont privatisés.

Dès 2007, la journaliste canadienne Naomi Klein citée plus haut (note 9) critique sévèrement l'action de Jeffrey Sachs en tant que conseiller économique. D'après elle, les « thérapies de choc » qu'il a préconisées en Russie ont eu, comme en Bolivie et en Pologne, des conséquences désastreuses.

Se fondant sur les minutes du procès intenté au HIID (*Harvard Institute for International Development*), à Andreï Shleifer et Jonathan Hay par le gouvernement américain pour non-respect des termes d'un contrat (*breach of contract*) et pour conspiration afin de tromper le gouvernement des États-Unis (*conspiracy to defraud the US government*), c'est sans doute le journaliste David McClintick¹⁶ qui a produit l'historique le plus complet de la séquence d'événements qui mena des débuts de l'effondrement du Bloc de l'Est en 1989 à la condamnation du HIID aux USA en 2006. Également condamnés furent Jonathan Hay et Andreï Shleifer. Alors que leur rôle aurait dû être de favoriser le passage de la Russie à une économie de marché régulée, protégée de la corruption et des pulsions monopolistiques, ils profitèrent de l'état de choc consécutif à l'effondrement de l'URSS, de la culture de la corruption qui

12 Janine R. Wedel, « Le développement pris en otage, comment l'aide américaine à la Russie a été détournée par les « transacteurs » in Armand Colin, *Revue du Tiers Monde*, 2008/1 n° 193. Traduit par Anne Saint Girons de « Hijacking Development : How the Transactors undermined US Aid to Russia », *Ibid.* Armand Colin | « Revue Tiers Monde » 2008/1 n° 193 | pages 13 à 36 (<https://www.cairn.info/revue-tiers-monde-2008-1-page-13.htm>) Distribution électronique Cairn.info pour Armand Colin. © Armand Colin.

13 <https://www.monde-diplomatique.fr/2019/03/RICHARD/59641>

14 <http://geopoliticeconomy.com/2022/02/01/dick-cheney-us-goal-break-up-russia/>

15 Voir Naomi Klein, *The Shock Doctrine: The Rise of Disaster Capitalism*, 2007

16 «How Harvard Lost Russia» in the *Institutional Investor Magazine*, January 2006

régnait en Russie et du reaganisme ambiant à l'Ouest pour poursuivre leurs propres intérêts. Leurs compagnes respectives Nancy Zimmerman et Elizabeth Hebert, ainsi que d'autres épigones, en l'absence de preuves suffisantes, bénéficièrent du doute. McClintick s'étonne que plusieurs des acteurs de ce regrettable épisode – il en fait la liste à la fin de son article - aient conservé des postes dans des universités et/ou dans des administrations américaines.

C'est Janine Wedel qui a le mieux analysé et décrit le « système », les structures et les mécanismes qui des deux côtés de la double démarcation Russie/USA (Harvard) et public/privé, permirent de poursuivre les intérêts d'individus ou de groupes plutôt que ceux des États qu'ils étaient censés représenter. Du côté de Harvard, mandatés par l'administration Clinton, nous trouvons les économistes Andreï Shleifer et Jeffrey Sachs et le juriste Jonathan Hay¹⁷ que l'on retrouvera en Ukraine en 2015¹⁸. Ils occupent des positions clés dans et en dehors du gouvernement car ils peuvent mobiliser des centaines de millions de dollars US par l'intermédiaire de l'*USAID* (*Agency for International Development*). Du côté russe, nous avons le « clan Chubaïa » encore appelé « clan de Saint-Petersbourg » comprenant Anatoli Chubaïa, ministre chargé des privatisations sous Eltsine¹⁹, Alfred Koch, Chef de l'*Agency for State Property Management*, et Maxime Boycko. Vice-Premier ministre sous Eltsine – auteur avec Shleifer de *Privatizing Russia*.

Ces deux clans coopèrent étroitement. Ils formaient un cercle très fermé. Au point que les intérêts de Harvard et du clan Chubaïa finirent par ne faire qu'un. Harvard donnait accès aux financeurs américains, Chubaïa donnait accès aux autorités de contrôle des ressources naturelles d'un État russe en état de déliquescence. Ils vont grâce aux contacts de Harvard avec les Clinton par l'intermédiaire de Lawrence Summers, porte-parole de Bill de 1993 à 2000, décider des voies que prendraient les réformes économiques russes.

Cette entreprise de captage des ressources naturelles de la Russie et de la Sibérie, énergétiques et autres, n'eut sans doute pas été possible sans l'idéologie de privatisation et de dénationalisation tous azimuts qui soufflait alors sur l'Occident. C'était l'ère du reaganisme auquel céda même le *Labour* sous Tony Blair, suivi de près sur cette voie par les partis socialistes et sociaux-démocrates continentaux.

L'idéologie reaganienne s'ajoutant au contexte, fournit aux membres du cercle Harvard-Chubaïa toutes les justifications leur permettant d'investir à titre privé dans des entreprises pétrolières et aluminifères cependant que leurs intérêts ne coïncidaient pas toujours avec l'intérêt général, ni avec ceux des parties qu'ils représentaient nominalement, ou leur étaient même le plus généralement opposés.

Russes et Américains, que ce soit les gouvernements et administrations ou les personnes privées, devaient nécessairement passer par le Cercle pour entrer en contact les uns avec les autres. Dans l'équipe de Harvard, le juriste Jonathan Hay parle au nom de Chubaïa aux Américains. Chubaïa parle aux autorités russes au nom de Harvard. Les transacteurs contournent adroitement les structures gouvernementales qui auraient pu leur barrer la route (Id. pp. 11-14). Ils ne rendent compte qu'à l'exécutif du moment, c'est-à-dire à l'Administration Clinton au USA ou au gouvernement Eltsine en Russie, à l'écart de tout contrôle du législatif ou du judiciaire.

Ainsi, « certains transacteurs peuvent alternativement représenter des parties différentes, par exemple un état ou un organisme public ou privé afin de mieux servir les intérêts du Cercle, du Clan, ou leur intérêt personnel » pratiquant ce que Janine Wedel appelle la « transidentité » ... aptitude pour un transacteur donné de changer de sponsor ». Ainsi, Jonathan Hay qui représentait officiellement l'aide états-unienne au développement, « reçut également délégation de signature ... accordée par des membres du clan Chubaïa ... également membres du gouvernement russe. Dans ses différents rôles, Hay représenta la Russie, les États-Unis, ... et les entreprises dans lesquelles lui-même ou ses associés avaient des intérêts ». Hay lorsqu'il fut inculpé expliqua que « c'était en tant que Russe et non en tant qu'Américain qu'il avait pris les décisions relevant des privatisations ou de l'aide ». Il arriva aussi (id. p. 24) qu'il rédigeât les décrets soumis à la signature de Eltsine, après traduction par le juriste Sokin. Cela constituait une infraction patente au contrat passé entre le gouvernement américain - *State Department*, *USAID*, *GAO* (*Government Accounting Office*) - suivant lequel les textes législatifs devaient être soumis à la Douma. Mais c'est sans doute à Shleifer, né russe, parfaitement bilingue, et maîtrisant parfaitement les codes culturels que les jeux de transidentité furent les plus faciles²⁰.

A partir de 1999 Poutine soumet de manière autoritaire les oligarques au pouvoir restauré de l'État. Cela ne l'empêchait d'ailleurs pas de mener une politique étrangère plutôt pro-occidentale, allant jusqu'à lancer l'idée d'une adhésion de la Russie à l'UE et à l'OTAN.

17 Marcella Bombardieri, *The Boston Globe*, « Harvard teacher and lawyer to pay US \$30m », August 4, 2005

18 <https://www.nakedcapitalism.com/2015/02/convicted-fraudster-jonathan-hay-harvards-man-who-wrecked-russia-resurfaces-in-ukraine.html>

19 Chubaïa quittera le gouvernement de Poutine en 2022 après l'invasion de l'Ukraine.

20 McClintick, « How Harvard Lost Russia », 2006, p. 5 : « Shleifer possessed a distinct advantage over other Westerners: He was a native of Russia and fluent in the language, having been born there in 1961. His parents were engineers, a profession the state chose for them. Shleifer revealed at an early age that he was ambitious; in a photograph taken when he was six, he is dressed as a Soviet Army general. When a friend transferred to one of the best schools in Moscow, Shleifer bicycled there and didn't leave until he had persuaded the principal to admit him as well. The Shleifers left Russia in 1976 with the help of the Hebrew Immigrant Aid Society and moved to Rochester, New York. Andreï later claimed he learned most of his English by watching the popular television show *Charlie's Angels*. He excelled in mathematics and was admitted to Harvard College. »

« Mais les ‘oligarques’ ne peuvent plus autant placer à l’étranger les profits fournis par l’exportation du pétrole et du gaz, et les grands barons qui s’étaient fait élire dans les régions ne peuvent plus se comporter en potentats ni faire fi de l’unité nationale. Pour tirer parti de la position continentale que lui vaut son immense territoire, la Russie mène une grande politique de coopération, en matière de transport de pétrole et de gaz, avec les pays de la CEI, la Communauté des États indépendants, c’est-à-dire la plupart des ex-républiques soviétiques. ... Les firmes pétrolières américaines associées aux Saoudiens avaient jusqu’alors manœuvré pour que le tracé des canalisations par lesquelles vont se faire les exportations de pétrole et de gaz d’Asie centrale évite le territoire de la Russie, afin de la mettre hors jeu. Mais les transformations géopolitiques qu’ont provoquées les attentats terroristes du 11 septembre 2001 à New York, semblent devoir modifier profondément les relations stratégiques entre la Russie et les États-Unis. Encore faut-il que Poutine puisse imposer à ses généraux les risques de cette politique de collaboration avec les Américains en Asie centrale. ²¹»

3. Le 9/11. Nouvelle et Vieille Europe. Premiers succès de l’euro

L’attaque du 11 novembre 2001 et les premiers succès de l’euro lorsqu’en 2003 sa parité l’emporta pour la première fois sur celle du dollar US marquent le début d’un changement des dispositions jusqu’alors relativement bienveillantes des USA vis-à-vis de la « construction européenne ». Ces deux événements commencèrent à faire tomber les masques. Le tournant, qui prend cinq ans, se situe entre 2003 et 2008.

La bienveillance des USA vis-à-vis du projet européen - la CEE devenue UE en 1993 – et l’intérêt des milieux d’affaires britanniques n’avaient tenu que dans la mesure où l’UE servaient leurs intérêts économiques et où ses horizons se limitaient à la sphère économique sans visées d’intégration politique et sécuritaire. Après l’attaque du 9/11, alors que Tony Blair suivait Bush sans broncher, la France, l’Allemagne et à leur suite deux pays de la « Vieille Europe », représentant le noyau de la puissance économique et militaire du continent, refusèrent de suivre les Anglo dans l’aventure irakienne. Ces manifestations d’indépendance de la part des deux moteurs continentaux déplurent aux Américains à tous les niveaux de leur société. Les appels à boycotter les *French fries* se multiplièrent. Non dénuées de sous-entendus, les allusions à Napoléon et à Hitler se firent plus nombreuses suggérant qu’une Europe unie et indépendante ne pourrait être que la dernière des aventures totalitaires dont le Continent s’était montré fécond. Mais surtout les succès rapides de l’euro commencèrent à le faire envisager comme un concurrent crédible du dollar US comme devise de réserve. C’est alors, au tournant du siècle, qu’aux États-Unis les acteurs d’un courant de pensée resté jusque-là relativement confidentiel, le « néoconservatisme », passèrent à l’action. Les sources de ce courant remontent à la présidence du démocrate Jimmy Carter, mais il était resté confidentiel jusque-là et connu uniquement des spécialistes de la géopolitique,

En 2008, le refus par la France et l’Allemagne d’entériner la candidature à l’OTAN de l’Ukraine et de la Géorgie (statut MAP, *Membership Action Plan* soutenue par l’administration de GW Bush au Sommet 2008 de l’OTAN en Roumanie) acheva d’altérer ce qui pouvait rester de bonne volonté de la part des USA à l’égard du projet européen. Suite à ce refus, dès 2009, plus d’une trentaine de chefs d’état européens - français, allemands, norvégiens et suédois - sont mis sous écoute par la NSA avec la complicité probable du Danemark.

21 Yves Lacoste, « La Russie dix ans après » dans *Hérodote*, 2002/1 (n° 104), pp. 3-26

4. Le néoconservatisme américain

Qui sont les « *necons* », quelle est leur philosophie politique et d'où viennent-ils ? Dans quel terreau l'idéologie plonge-t-elle ses racines ?

Le concept reste souvent mystérieux pour les Européens, même bien informés de la politique internationale et de la politique intérieure des États-Unis. Ils les confondent parfois avec le *Tea Party* (*Tax Enough Already*), mouvement anti-taxes opposé au plan de sauvetage des banques qui suivit la crise de 2008 et en général aux dépenses de l'État, l'*alt-right*, aile extrême-droitière du parti républicain en matière culturelle, voire les libertariens ces extrémistes de la liberté d'entreprendre et d'investir.

Bien qu'il arrive à ces courants de se croiser, le néoconservatisme n'est ni un parti politique, ni une faction de parti. C'est plutôt un « courant de pensée » bien distinct, élitiste plutôt que populiste, qui fait de la politique étrangère des USA son principal objet d'intérêt et de débat. Il croit en une mission historique des USA transcendant ses frontières. Par nature interventionniste – plutôt qu'isolationniste - il s'enracine autant dans le terreau du parti démocrate que dans celui du parti républicain.

Dans le format mental sur fond duquel se profile toute propagande – celui qui classe les idéologies entre les catégories de « bien » et de « mal » – les Européens de gauche et centre gauche, voire les « centristes », trompés par la composante « conservatrice » du concept, ont souvent tendance à considérer le néoconservatisme américain comme un phénomène issu de et se développant exclusivement dans l'orbite du parti républicain, un phénomène limité à la droite de l'éventail politique américain.

C'est loin d'être le cas même si c'est sous le républicain G.W. Bush que leur influence commença à s'affirmer. Beaucoup seront surpris d'apprendre que le Ministère des Affaires étrangères (State Department) de Joe Biden, vice-président de Barack Obama et tombeur de Donald Trump reste contrôlé par des personnalités que leurs options passées et présentes classent parmi les penseurs et les acteurs les plus efficaces de la doctrine néoconservatrice.

D'après Jeffrey Sachs²², qui doit savoir de quoi il parle puisqu'il a lui-même contribué volens nolens au projet néo-conservateur pour l'Europe après la chute de l'URSS²³ :

« Le message principal des néoconservateurs est que les États-Unis doivent être prédominants en termes de puissance militaire dans toutes les régions du monde et qu'ils doivent faire face aux puissances régionales émergentes qui pourraient un jour contester la domination mondiale ou régionale des États-Unis, surtout la Russie et la Chine. Dans ce but, la force militaire américaine doit être repositionnée dans des centaines de bases militaires à travers le monde, et les États-Unis doivent être prêts à mener des guerres de choix si nécessaire. Les États-Unis ne doivent utiliser les Nations Unies que quand elles servent leurs intérêts. »

À ces puissances émergentes susceptibles de contester un jour la domination des USA, j'ajouterais l'UE, en tous cas au début de ce siècle et ce jusqu'à ce que la Russie envahît l'Ukraine, peu après que Emmanuel Macron ait déclaré l'OTAN en état de mort cérébrale.

Le mot et la chose

On peut faire remonter très loin les fondements de cette attitude aussi brutale que bien intentionnée. Peut-être en trouve-t-on une première manifestation dans le concept de « destinée manifeste » terme employé pour la première fois par le journaliste John O'Sullivan dans un article préconisant l'annexion de la République du Texas. D'après lui la « destinée manifeste » des USA est de peupler le continent américain donné par Dieu – il cite Genèse 7 et 9 – aux Anglo-Saxons de la côte Est, et d'y implanter leurs institutions, supérieures à celles venues d'Europe. On la retrouve dans le débat qui oppose l'**isolationnisme** à l'**interventionnisme**. Pour le premier les USA doivent s'abstenir d'intervenir dans les affaires européennes autant que les puissances européennes doivent s'abstenir de toute ingérence dans les affaires du continent américain, ainsi que le stipule la Doctrine Monroe (1823) 'l'Amérique aux Américains'. Le second étend au Vieux Monde les prescrits de la Destinée manifeste, lui assignant ainsi le devoir de sauver le Vieux Monde de ses démons. L'idéaliste Woodrow Wilson, président démocrate de 1913 à 1921, d'abord partisan de la neutralité des USA dans la Première Guerre mondiale, inaugure la tradition interventionniste en 1916 en les faisant pour la première fois entrer dans un conflit européen. Comme on sait cette tradition se perpétue jusqu'à nos jours.

Le mot de « *neo-conservatism* » est employé pour la première fois par Norman Podhoretz dans la magazine *Commentary*²⁴, dont il a été le rédacteur en chef (*editor*) de 1960 à 1995. D'abord représentant la « gauche américaine non-stalinienne » le magazine refléta de plus en plus les craintes de la « gauche modérée américaine » essentiellement composée de personnalités juives, devant les excès de la contre-culture (le mouvement hippie) et les risques de la politique de détente (1963-1980) envers l'URSS, sous Johnson, Nixon, Ford et Carter. C'est cette évolution qui mérita à cette gauche « révisionniste » le qualificatif de néoconservatrice. Elle devait d'ailleurs amener Podhoretz et le magazine *Commentary* à s'aligner sur le Parti républicain entre 1970 et 1980.²⁵

22 Jeffrey Sachs, *Pressenza international*, « L'Ukraine est le dernier désastre des néoconservateurs », 2 juillet 2022. <https://www.pressenza.com/fr/2022/07/lukraine-est-le-dernier-desastre-des-neoconservateurs/>

23 Voir ci-dessus p.5

24 Magazine fondé en 1945 par l'*American Jewish Committee*. Eliott E.Cohen en fut l'éditeur de 1945 à 1959.

25 Balint, Benjamin (2010). "Running Commentary: The Contentious Magazine that Transformed the Jewish Left Into the Neoconservative Right" in *PublicAffairs*.

C'est aussi à la fin des années 1970, sous Jimmy Carter qui lia le désarmement aux Droits de l'Homme, que les néoconservateurs commencent à s'intéresser surtout à la politique étrangère, assignant au USA le rôle de promoteur de la définition américaine de la démocratie²⁶, fût-ce au prix de la réduction des budgets de la sécurité sociale ou *welfare*.

Le mot fut repris par le socialiste Michael Harrington à propos de Irving Kristol, intellectuel passé du trotskisme à un conservatisme déclaré, avec un intérêt particulier pour la politique étrangère. Il fonda *The National Interest* et le *American Enterprise Institute*. Seymour Martin Lipset lorsqu'il était socialiste employa le mot de manière péjorative pour désigner les sociaux-démocrates. Il dérivra ensuite lui-même vers le centre. Si l'on suit le cours de ces glissements sémantiques successifs, vus des États-Unis, on pourrait donc qualifier certains partis sociaux-démocrates européens de « néo-conservateurs ».

Zbigniew Brzezinski va jouer un rôle déterminant pour créer les conditions idéologiques qui vont permettre l'essor du néoconservatisme en politique étrangère. Démocrate, conseiller à la Sécurité nationale de Jimmy Carter (1977-1981) alors que son patron un terme à la détente initiée sous Nixon et Ford, en liant le désarmement aux Droits de l'Homme, et crée le *US Rapid Deployment Force* (souvent erronément attribué à Reagan), Brzezinski publie *Le Grand Échiquier* (1977) où il reprend la théorie du *Heartland* de Mackinder suivant laquelle « qui contrôle l'Eurasie contrôle le monde ». Sous Reagan il devient membre du NED – *National Endowment for Democracy* – qui justifie les tentatives de changement de régime et autres ingérences. Après la chute de l'URSS, il défend l'idée que la Russie reste un danger. Il n'est pas suivi sur cette voie par Kissinger, Huntington et Fukuyama, mais il a l'oreille de Bill Clinton et de Madeleine Albright, laquelle s'alignera plus tard systématiquement sur les néoconservateurs, au point de se convertir au judaïsme.

Continuant son glissement vers la droite, Brzezinski soutient en 1988 la candidature du républicain Bush I²⁷ dont il sera conseiller à la Sécurité nationale. Surtout préoccupé par l'Europe et l'Asie centrale, il s'opposera à la première intervention US en Irak. Mais lorsqu'en 1999 Poutine succède à Eltsine comme Président de la Russie, il soutient l'extension de l'OTAN vers l'Est, contre l'avis de Kissinger. En 2006 il soutient John Mearsheimer et Stephen Watt dans le conflit qui les oppose à l'AIPAC (*American Israel Public Affairs Committee*) suite à la publication de leur livre *Le lobby israélien et la politique étrangère américaine*. Il conseillera cependant le démocrate Obama pendant sa campagne.

Le tournant pro-business et interventionniste (bombardements en Libye en 1986) appliqué à la politique des USA sous Ronald Reagan fut sans doute également favorable au développement tant du phénomène que du mot avec la droitisation de la politique étrangère américaine.

On retrouve le mot de *neoconservatives* sous la plume de Paul Wolfowitz, sous-secrétaire à la Défense de Bush Senior dans son *Defense Planning Guidance* (1992) : « *In foreign policy, the neoconservatives main concern is to prevent the development of a new rival* ». Déclaration lapidaire qui représente encore de nos jours la quintessence de la doctrine des néoconservateurs.

Le clan Kagan

C'est surtout après le 11 septembre 2001, sous GW Bush, que l'influence des *neocons* sur la politique étrangère des USA grandit et s'impose. D'après Jeffrey Sachs²⁸ avant même que Bush Junior ne l'explique en 2008, les *neocons* avaient conçu l'idée de l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN comme clé de la domination régionale (Europe) et mondiale (l'Eurasie). Plusieurs d'entre eux parmi les plus connus sont membres du gouvernement de Bush Junior : Dick Cheney Vice-président qui était déjà présent dans l'Administration de Bush I, Donald Rumsfeld, Secrétaire à la Défense, Paul Wolfowitz Sous-secrétaire à la Défense, Karl Rove, Conseiller.

Mais c'est en dehors ou parallèlement aux gouvernements et administrations qui vont se succéder, dans un lignage d'origine Est-européenne, qu'il faut chercher sinon les penseurs, les stratèges inspirateurs d'une politique visant à arrimer pour toujours l'Europe à l'Anglosphère. Brzezinski et Wolfowitz, déjà étaient d'origine polonaise. Les Kagan sont d'origine lituanienne et ukrainienne. Le patriarche, Donald Kagan (1932-2021) est connu comme historien de la Grèce ancienne et de la guerre du Péloponnèse. Se définissant d'abord comme un démocrate libéral (culturellement à gauche), il glisse à partir de 1969 vers la droite. Il co-signe la charte du *Project for an American Century* (1997) avec son fils Robert et, avec son autre fils Frederick (2000) écrit l'ouvrage *While America sleeps*, invitant l'administration Bush II à augmenter le budget de la défense. Les membres du clan Kagan sont donc originaires de ce que Donald Rumsfeld appellera la Nouvelle Europe²⁹. Cependant Donald Kagan s'opposera en 2017 à la **théorie du**

26 Différente non seulement des « démocraties populaires » mais aussi de celle de beaucoup de pays européens, puisque par exemple, aux USA, le droit de vote, étant du ressort des états locaux, n'est pas universel, et que les juges de la Cour suprême y sont nommés par le président, soit par l'exécutif.

27 GHW Bush père de GW Bush. Je les désignerai dans la suite de ce papier comme Bush I ou Bush Senior et Bush II ou Bush Junior.

28 « L'Ukraine est le dernier désastre des néoconservateurs » 2 juillet 2022, traduction de l'original anglais du 28 juin 2022, cf www.pressenza.com/fr/2022/07

29 Pro-américaine, ultra-atlantiste à l'opposé du noyau de la Vieille Europe, les six pays fondateurs de la CEE mais surtout le moteur France-Allemagne porteur du projet fédéraliste et de celui d'une défense européenne distincte de l'OTAN.

piège de Thucydide de Graham Allison³⁰ suivant laquelle deux puissances hégémoniques ne peuvent co-exister. Peut-on y voir un désaveu des visées stratégiques de sa progéniture ?

Celle-ci en tous cas semble bien considérer que deux hégémons ne peuvent co-exister. Dès 2006, sous Bush II, Robert Kagan, théoricien principal de l'école, alors que son épouse Victoria Nuland est ambassadrice des USA aux Nations Unies, savait déjà que la perspective d'une intégration de l'Ukraine à l'OTAN pousserait la Russie à y intervenir militairement ³¹.

Robert Kagan commence sa carrière sous Reagan (1981-89). Il écrit les discours du Secrétaire d'état George Schultz (1984-85). On le retrouve comme conseiller en politique étrangère dans le camp républicain sous Bush I. Puis il passe aux démocrates et incite Bill Clinton à tenter de renverser Saddam Hussein. Sous Obama, son épouse Victoria Nuland, Sous-Secrétaire d'État pour les affaires européennes et eurasiennes, contribue au renversement de Viktor Yanoukovitch dont le cœur balance entre la Russie et l'Union européenne. En 2016, il soutient la candidature de Hillary Clinton. Trump, au nom de son isolationnisme déclaré, et peut-être de son anti-sémitisme, les exclura de son administration ainsi que les autres néo-conservateurs. C'est sans doute eux que les trumpistes désignent sous le terme de « *deep state* ». Ils sont de retour sous Joe Biden dont Victoria Nuland est Sous-Secrétaire d'État, sous les ordres du Secrétaire d'État Blinken qui lui aussi fait partie de l'école³². Proche de Robert Kagan, Blinken co-signe avec lui un article dans le *Washington Post* (janvier 2019) dans lequel il est sans ambage déclaré que « le rôle des États-Unis [la destinée manifeste?] est de conduire le monde ». Il semble bien que les *neocons*, et leur noyau les Kagan, représentent sinon une secte, une sorte de groupe de pression bien décidé à ne laisser à quiconque, républicain ou démocrate – jusqu'à la Fin des Temps ? - le gouvernail de la politique étrangère des USA dont ils ont semblé avoir fait une affaire de famille³³. Autre membre du clan que nous n'avons pas mentionné jusqu'à présent : Kimberly Kagan, épouse de Frederick et fondatrice du think-tank *Institute for the Study of War*. Tout un programme.

Dans un article du *Time*, Joe Klein décrit la doctrine des *neocons* en politique étrangère comme « *best described as unilateral bellicosity cloaked in the utopian rethoric of freedom and democracy* » (un bellicisme unilatéral drapé dans la rhétorique de la liberté et de la démocratie) tandis que Andrew Sullivan la définit en février 2009 comme « *permanent war against anyone who disagrees with the Israeli Right*.³⁴ » (une guerre permanente contre tout qui contredit la droite israélienne).

5. L'OTAN :: dates ponctuant son extension de 1949 à 2014³⁵

Avant la disparition de l'URSS et du Pacte de Varsovie en 1989

1949 : Fondation par 12 pays membres de l'OTAN, destinée à contenir l'URSS et réservée aux pays européens.

1952-55 : aux pays fondateurs s'ajoutent Grèce, Turquie, Allemagne de l'Ouest.

1972 : Traité ABM (*Anti Ballistic Missiles*) renoncement à la protection globale des territoires respectifs des deux alliances (soit renoncement aux boucliers anti-missiles).

1982 : l'Espagne est le dernier état à devenir membre avant la chute de l'URSS.

1983 Ronald Reagan lance l'IDS (Initiative de Défense Stratégique/Guerre des étoiles).

1989: Dissolution de l'URSS et disparition du Pacte de Varsovie.

De 1989 à 1994

1990 : Réunification de l'Allemagne ; M.Gorbatchev, George H.W. Bush et H. Kohl conviennent que l'OTAN ne s'étendra pas à l'Est. Engagement verbal mais plusieurs fois mentionné dans des documents écrits échangés ultérieurement, sans contestation par des représentants de ces parties.

1991 : Établissement de relations entre l'OTAN et la Fédération de Russie dans le cadre du Conseil de partenariat euro-atlantique

1994 : Programme de partenariat pour la paix (PPP) proposé aux pays de l'Est et à la Russie, qui l'accepte le 22 juin. La même année, suite au conflit russo-tchétchène, B.Clinton accélère le processus d'adhésion de la Pologne et de la République tchèque. Eltsine proteste mais ne veut pas d'une rupture et accepte en échange de la dénucléarisation de la Pologne.

30 Graham T. Allison, *Destinés à la guerre : l'Amérique et la Chine peuvent-elles échapper au piège de Thucydide ?*, Houghton Mifflin Harcourt, 2017.

31 Jeffrey Sachs, « L'Ukraine est le dernier désastre des néoconservateurs » 2 juillet 2022, traduction de l'original anglais du 28 juin 2022, cf www.pressenza.com/fr/2022/07

32 A.Blinken a commencé sa carrière comme militant pour le démocrate de gauche Michael Dukakis. En 2018 alors que sous Trump il est sans emploi politique, il fonde en 2018 WestExec Advisors dont les clients font partie de la nébuleuse du « complexe militaro-industriel ».

33 <https://blogs.mediapart.fr/danyves/blog/140517/les-kagan-sont-de-retour-les-guerres-vont-suivre-par-robert-parry>

34 Andrew Sullivan (5 February 2009), « A False Premise » . *Sullivan's Daily Dish*. Retrieved 6 November 20

35 Voir « La Russie face à l'extension de l'OTAN en Europe » in Hérodote, 2008/2 (n° 129)

De 1994 à 1997

1997 : Signature d'une charte de partenariat OTAN-Ukraine. George Kennan – père de la politique du *containment de l'URSS* - et Henry Kissinger désapprouvent.

1999: L'approbation du MAP (*Membership Action Plan*) ouvre la porte à de nouveaux membres.

De 1999 à 2003, première vague de nouveaux membres ; dix ans après la chute du mur de Berlin, s'ouvre une nouvelle « ère du soupçon »

1999 : Sur incitation de Bill Clinton les candidatures de la Pologne, la Hongrie et la République tchèque sont acceptées malgré l'opposition de la Russie.

1991-2001 : Guerres de Yougoslavie/ Troisième Guerre balkanique.

1999 : Bombardement de Belgrade par l'OTAN dans le cadre d'une intervention contestée (voir *Libération*, 29 mars 1999) car sans mandat formel de l'ONU, comme ce le sera bientôt pour l'Irak. Craignant de subir un jour le même sort que Belgrade, Eltsine sursoit à la ratification de Start II. Les relations se tendent entre Eltsine et Clinton. Poutine est désigné comme Premier ministre puis comme Président par intérim.

2000 : Poutine propose à Bill Clinton en fin de mandat l'adhésion de la Russie à l'OTAN. Clinton se déclare prêt à l'envisager.

2001 : GW Bush dénonce l'ABM. Poutine relance la modernisation de son arsenal nucléaire.

2002 : Suite au 9/11, création du Conseil OTAN-Russie.

De 1989 à 2002 : les relations OTAN-Russie – formellement établies en 1991 – étaient globalement restées « cordiales » et les deux camps réduisent leurs arsenaux. En 1994 la Russie avait adhéré au *Partnership for Peace Program*. Mais le projet de mise en place de systèmes anti-missile de théâtre par l'OTAN (*NATO Missile Defense System* : Aegis et Thaad) à partir de 2002 au Sommet de Prague trahit déjà une méfiance persistante même si ces systèmes sont prétendument destinés à protéger l'Europe des « États voyous » (Iran, Corée du Nord, Pakistan), de leurs éventuels agents hybrides et d'entreprises terroristes. La Russie et les « européistes » proposent d'installer ce bouclier sur le territoire de la Russie, propositions ignorées des atlantistes.

Cette date marque un tournant crucial entre la Russie et l'Occident, USA, OTAN, UE et leurs alliés moyen-orientaux et asiatiques. Bien que Poutine, au pouvoir depuis 1999, reste encore bien disposé vis-à-vis de l'Occident – il avait d'ailleurs au lendemain du 9/11 proposé une coalition OTAN-Chine-Russie contre le terrorisme – 2002 marque le début d'un retour de la méfiance entre l'Occident et la Russie.

De 2003 à 2007, deuxième vague de nouveaux membres : accélération de la dégradation des relations Occident-Russie

2003 : Géorgie : Saakachvili accède au pouvoir et demande d'adhérer à l'OTAN. George Bush – ignorant l'offre de la Russie d'installer sur son territoire le système d'antimissiles de l'OTAN contre les « états voyous » d'Asie centrale, dont l'Afghanistan et le Pakistan, ainsi que la proposition de collaboration de la Chine dans la lutte contre le terrorisme – accepte de considérer la demande de Saakachvili. Moment crucial qui détermine le changement d'attitude de Poutine vis-à-vis de l'Occident.

2003 : Deuxième Guerre d'Irak.

2004 : Révolution orange en Ukraine ; la Russie suite au refus de son offre d'installer le système anti-missile sur son territoire, et aux perspectives de candidature de la Géorgie à l'OTAN, commence à se sentir coincée.

2004 : Outrepasant l'opposition formelle de la Russie, les pays baltes, la **Bulgarie, la Roumanie, la Slovaquie, et la Slovaquie**, deviennent membres de l'OTAN.

2005 : Au cours d'une réunion des ministres des affaires étrangères de l'Alliance atlantique, l'Ukraine manifeste par la bouche de son président Ioutchtchenko, son désir d'y adhérer. Les négociations à cet effet bénéficient du statut de « dialogue intensifié ».

2006 : Le même statut est accordé à la Géorgie.

L'année 2007 est marquée par une détérioration spectaculaire des relations Russie-Occident.

2007 : 2^e guerre d'Ossétie. Poutine renonce à poursuivre pour la Russie un destin européen.

Poutine remet en cause le FNI (INF, *Intermediary Nuclear Forces*, Traité sur les Forces nucléaires à portée intermédiaire) signé en 1987, arguant du projet d'installation d'anti-missiles sur sa frontière occidentale et du développement de missiles par la Chine.

De 2007 à 2014 : rien ne va plus

2007 marque le « *pivot to the East* » de la Russie, précédant de peu celui d'Obama en 2008. La Russie va désormais se concentrer sur le développement de ses relations avec les anciennes républiques soviétiques d'Asie centrale dans le cadre de la CEI, et surtout avec la Chine, l'Inde et les pays d'Asie du Sud et du Sud-Est.

Elle se retire du Traité FCE (CFE ; signé entre OTAN et Pacte de Varsovie en 1990) sur les forces conventionnelles en Europe.

Dissension sur la réforme de l'OSCE (Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe).

Le 10 février 2007, lors de la 43^e *Wehrkunde*³⁶ (Conférence annuelle de Munich sur la sécurité) Poutine alors que se prépare la déclaration unilatérale d'indépendance du Kosovo (17 février 2008) qui sera déclarée conforme au droit international par l'avis consultatif de la Cours internationale de justice le 22 juillet 2010, prononce un discours resté fameux³⁷ dans lequel :

- Suite au bombardement de Belgrade, il rappelle que l'OTAN et l'UE ne peuvent en aucun cas se substituer à l'ONU.
- Il dénonce les bases US en Roumanie et Bulgarie.
- Il manifeste sa méfiance relativement aux termes du Traité de Lisbonne en matière de sécurité et de défense. Les Russes dénoncent en particulier les art. 42 et 28 qui établissent un devoir d'assistance par tous les moyens entre pays membres de l'Union et fait double emploi avec l'art. 5 du Traité de l'OTAN. Ils soulignent que le partage de compétences entre l'UE et l'OTAN en matière de sécurité et de défense risque d'entraîner à terme automatiquement de l'adhésion aux objectifs de l'OTAN pour les membres de l'UE, voire pour les nouveaux membres, de leur vocation à rejoindre l'OTAN.

Voici ce que dit le wikipedia sur le Traité de Lisbonne³⁸ :

« Le traité comporte des dispositions relatives à la coopération avec l'OTAN (notamment celles de l'article 42 et du paragraphe 7 de l'article 28 A - titre V, section II), critiquées à la fois par certains de ceux qui soutiennent l'OTAN et par certains qui la contestent. Il établit un devoir d'aide et d'assistance par tous les moyens entre les nations membres de l'UE. Il précise que cette disposition n'est pas contradictoire avec les obligations qui découlent du traité OTAN pour les pays qui en sont signataires.

‘Les engagements et la coopération dans ce domaine demeurent conformes aux engagements souscrits au sein de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, qui reste, pour les États qui en sont membres, le fondement de leur défense collective et l'instance de sa mise en œuvre. »

Ceux qui soutiennent l'OTAN critiquent une disposition qui fait selon eux double emploi avec l'article 5 du traité OTAN sur la solidarité entre ses membres en cas d'agression. L'article 8 du même traité indique que « chaque partie [...] assume l'obligation de ne souscrire aucun engagement international en contradiction avec le Traité ».

Ceux qui ne soutiennent pas l'OTAN dénoncent notamment le fait qu'il est anormal que des traités internationaux — à fortiori un traité prétendant au titre de « Constitution européenne » d'une entité fédérale en gestation — mentionnent l'existence et la soumission de certains de ses membres à des alliances militaires avec des États tiers non parties au traité. »

A propos de la PSDC (Politique de Sécurité et de Défense Commune) mise à jour de la politique de défense européenne effectuée

36 Texte complet du discours de Poutine sur : <https://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMDictionnaire?iddictionnaire=1886>

37 <https://youtu.be/JLjG1THpeNQ>

38 https://fr.wikipedia.org/wiki/Traité%3%A9_de_Lisbonne

par le Traité de Lisbonne, le juriste Armel Pécheul parle de retour à la CED - Communauté européenne de défense (1950-52)– qui plaçait une « armée européenne » sous supervision de l'OTAN, dont le commandant en chef est nommé par le Président des USA. La CED fut rejetée par l'Assemblée nationale française en 1954.

2008 : Le 17 février déclaration unilatérale d'indépendance du Kosovo, malgré l'opposition de la Serbie, pays slave et orthodoxe, ami de la Russie. Cette indépendance est reconnue par plusieurs pays de l'OTAN dont les USA, sans assentiment ni de l'ONU ni de l'UE.

Mars 2008 : Au Sommet de l'OTAN en Roumanie, l'Allemagne par la bouche d'Angela Merkel et la France, par celle de François Fillon, Premier ministre, refusent le statut de MAP (*road map* menant à l'adhésion à l'OTAN, voir *supra*) à l'Ukraine et à la Géorgie. Ce statut a déjà été accordé à l'Albanie, à la Croatie et à la Macédoine. (Reuters 31 mars 2008). Suite à ce refus, dès 2009, certains chefs d'état européens - français, allemand, norvégien et suédois - sont mis sous écoute par la NSA (*US National Security Agency*) avec la complicité probable du Danemark.

Avril 2008 : Statut MAP de « dialogue intensifié » accordé à la Bosnie, au Monténégro et à la Serbie.

26 août 2008 : Guerre d'Abkhazie. Poutine accepte l'établissement de relations officielles entre la Russie et deux entités séparatistes de la Géorgie, l'Ossétie du Sud et l'Abkhazie.

Suite à la crise géorgienne, le lundi 1er septembre 2008 à Bruxelles Vladimir Poutine offre explicitement à l'UE une alliance économique. Il déclare que « si les États européens veulent servir les intérêts de la politique étrangère des USA ils n'y gagneront rien. » Il souligne que l'Europe a beaucoup à perdre, soit « le pétrole, le gaz, la pétrochimie, le bois, divers métaux, les engrais chimiques (...) » et que la Russie est un marché « fiable et important » pour les exportateurs européens. Il laisse aussi entendre que la Russie pourrait cesser sa coopération sur le dossier du nucléaire iranien. Le chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov, aurait écrit dans le journal allemand *Handelsblatt* : « nous tiendrons tous les engagements prévus par le plan Medvedev-Sarkozy, dans la forme où ils ont été approuvés, et non pas selon l'interprétation qu'en fait Saakachvili, qui a déclenché cette guerre » (voir *Wikipédia*, Deuxième guerre d'Ossétie du Sud).

Moment crucial où l'UE par son refus de saisir la main tendue de la Russie, compromet son accès aux ressources inépuisables de la Russie, ressources naturelles, minérales, énergétiques, ainsi que l'ouverture du marché russe aux investissements et exportations de l'UE, ce qui ferait de l'Europe la première puissance économique globale. Cette timidité laisse par contre le champ libre au GAFAMs américaines, ce qui cantonne clairement l'UE dans le rôle de vassal que les USA lui réserveront désormais.

Pour un point de vue contraire tenant compte des développements jusqu'au 2^e trimestre de 2008, voir Michel Guéneq, « La Russie face à l'extension de l'OTAN en Europe ³⁹ ». L'analyse qu'en fait Michel Guéneq est extrêmement complète et détaillée bien que clairement biaisée par une incapacité à imaginer un destin de l'Europe de l'Ouest indépendant de l'Alliance atlantique, de l'OTAN et de l'Anglosphère, et un point de vue moraliste où l'OTAN représente clairement le « camp du bien ».

2009 : l'Albanie et la Croatie s'ajoutent au nombre des membres de l'OTAN. En dix ans et en trois vagues – 1999, 2004, 2009 - douze pays d'Europe de l'Est auront ainsi rejoint l'OTAN.

2013 : Ianoukovytch suspend la signature de l'accord d'association UE-Ukraine ce qui déclenche les troubles de Maïdan qui mèneront au changement de régime en Ukraine.

- Les révélations de Edward Snowden, en juin 2013, suivant lesquelles la NSA aurait mis l'UE et plusieurs de ses chefs d'état sous écoute se répandent dans la presse continentale. Les véhéments protestations des cibles de ces écoutes ainsi que des institutions de l'UE ne sont suivies d'aucune mesure concrète.

6. 2008-2009. Crise grecque et crise de l'euro

Consécutif à ce changement d'attitude vis-à-vis de l'UE, le rôle joué par la banque américaine Goldman Sachs et d'autres banques dans la crise de la dette publique grecque représente le début du passage à l'acte de Wall Street. Ces institutions aidèrent la Grèce à lever des fonds hors bilan masquant ainsi le niveau de sa dette publique, soit 323 mia euro⁴⁰ (plus de 120 % de son PIB), ainsi que de son déficit budgétaire (12 %) alors que les critères de Maastricht les limitaient à 3 % du PIB. C'est ce qu'elles firent de 1997 à

39 La Découverte, Hérodote, 2008/2 n° 129 | pages 221 à 246 ; <https://www.cairn.info/revue-herodote-2008-2-page-221.htm>).

40 Githa Nia Nia, « Greek government debt crisis », pdf, on https://www.academia.edu/22469079/Greek_government_debt_crisis, pas daté, dernières références en 2015.

2002 en leur vendant des produits dérivés, les *swaps*⁴¹.

La manœuvre fut découverte en 2008-2009, conduisant à une crise de confiance, un élargissement des écarts de taux obligataires et du coût de l'assurance des risques sur défaillance de crédit par rapport aux autres pays de la zone euro, l'Allemagne en particulier.

Quelques dates jalonnent cette crise qui débute de manière souterraine en 2003 et dont la guerre en Ukraine représente le dernier prolongement.

1981 : La Grèce devient membre de l'UE.

2001 : La Grèce entre dans la zone euro.

2000-2007 : Croissance rapide (4,2%/an) alors que les investissements affluaient vers le nouveau membre. Politique de promotion de l'emploi dans le secteur public et l'armée. Le poste défense de la Grèce est le deuxième en volume de l'OTAN. Les USA fournissant 42 % de l'armement, l'Allemagne 22,7 % et la France 12 % (Ibid., p. 3).

Les Jeux Olympiques de 2004 sont aussi l'occasion et l'excuse de nouveaux emprunts. Mais en 2007 la crise des subprimes entraîne la chute du tourisme et du fret maritime, les deux sources de revenus les plus importantes de la Grèce.

En 2009 les socialistes du Pasok reviennent au pouvoir. Le Premier ministre Papandréou est obligé de révéler le véritable taux d'endettement de la Grèce : plus de 12 % au lieu des quelque 7 % déclarés par son prédécesseur.

Cet aveu précipite une série de crises de dettes souveraines dans les pays de la zone euro. On parlera de « crise des dettes souveraines » ou encore de « crise de la dette européenne », désignant la suite d'événements financiers qui dans le sillage de la crise de 2007-2010 affecta, de 2010 à 2013, les économies de 19 États membres de l'UE dont la monnaie était l'euro. L'événement déclencheur en est en 2010, la mise en lumière de la dette de la Grèce ainsi que de son important et constant déficit public.

Goldman Sachs et d'autres banques américaines s'étaient également montrées complices d'autres pays membres de l'Eurozone par leur complaisance à guider et profiter de leurs tentatives d'échapper au contrôle de l'Eurostat. ce qui rétrospectivement du point de vue de l'UE, et de ses populations, peut apparaître comme des stratégies de corruption des pays et des secteurs les plus vulnérables de certains pays du Sud et de l'Est afin de compromettre l'euro et le projet fédéraliste⁴².

Une série de dégradations des notes des agences de notation de crédit s'ensuivit, commençant par celle de l'Irlande. Tout l'édifice de l'euro était ainsi menacé, faisant de la crise de la dette grecque une « crise de l'euro et de l'Union européenne ».

À l'automne 2010 se déclare la crise de la dette publique de l'Irlande provoquée par le sauvetage des banques nationales rendu nécessaire par les excès antérieurs de la dette privée. Alors que la Grèce avait déjà obtenu un premier plan d'aide financière, afin d'empêcher les menaces de défaut de se propager à d'autres pays membres, principalement du Sud, le FESF est créé. Le 9 mai 2010 le « Fonds Européen de Stabilité Financière ou FESF », en anglais « *European Financial Stability Facility* ou EFSF), communément appelé **Fonds de secours européen**, est approuvé par les 27 États de l'UE. À défaut d'une mutualisation des dettes des États membres par le lancement d'euro-obligations⁴³, ce fonds a pour but de préserver la stabilité financière en Europe en fournissant une assistance financière aux États de la zone euro en difficulté. Lui succède le 1er juillet 2012 le « Mécanisme Européen de Stabilité ou MES », en anglais *European Stability Mechanism* ou ESM, dispositif de gestion des crises financières de la zone euro. Cependant le MES n'est pas une institution de l'UE. Il ne concerne que les États membres de la zone euro.

En 2012, malgré les plans de sauvetage successifs accordés à la Grèce, à l'Irlande, au Portugal, à Chypre et à l'Espagne, ces pays risquent de devoir sortir de la zone euro afin de pouvoir dévaluer et relancer leurs économies. L'euro est attaqué de toute part par les marchés financiers.

En juillet 2012 tout le monde pensait que l'avenir du projet européen était en cause. Les pays périphériques voient leurs coûts d'emprunt exploser. La Grèce, l'Irlande et l'Espagne doivent demander des renflouements. Les banques européennes sont prises dans l'œil du cyclone alors que les marchés mettaient en doute leurs liquidités et leurs bilans. Les investisseurs commencent à s'inquiéter d'un possible effondrement de la monnaie unique. Les rumeurs de retour aux monnaies nationales vont bon train. C'est alors que Mario Draghi, Président de la Banque centrale européenne (BCE) depuis moins d'un an, envoya aux marchés un message laconique

41 *Les produits financiers dérivés*, cairn.info.pdf, « Les swaps de crédit », pp. 51-53

42 « Wall Street helped cover up Greek Debt » (<https://www.cnn.com/id/35392686>).

43 Diversement dénommé ; Euro-bonds, euro-obligations, E-bonds, Union bonds, project-bonds, et son dernier avatar le Corona bonds

d'engagement et de volonté politique. Le 26 juillet 2012 en trois mots, «*Whatever it takes*» qui furent traduits par «Quoi qu'il en coûte», auxquels il ajoute « et croyez-moi, cela sera suffisant», Mario Draghi, annonce que l'institution fera tout pour préserver l'euro, retourne la situation et sauve l'euro.

Mission accomplie, au moins pour les obligations souveraines

Les coûts des emprunts gouvernementaux baissent rapidement. L'engagement verbal de Draghi (le « *Draghi put* »), les réductions de taux qui ont suivi et le Programme d'achat du secteur public (PSPP) introduit en mars 2015 ont tous contribué à inverser la spirale ascendante dans les rendements périphériques. Bientôt l'Italie paiera seulement 2,2% sur ses obligations à 10 ans, loin des 7,24% enregistrés en novembre 2011, ce qui était le plus élevé depuis le milieu des années 1990. En ce qui concerne le retour des coûts d'emprunt des gouvernements à des niveaux gérables, la BCE a accompli sa mission. Son bilan excédera bientôt les 4 000 milliards d'euros.

Pour la première fois depuis 2007 et pour l'ensemble des comptes publics de la zone euro, la dette baisse dès l'année 2013 annonçant la sortie d'une crise qui aura duré cinq ans.

7. Les dépendances énergétique du sous-continent Européen

Rappelons d'abord que les premières institutions européennes, CECA, Euratom puis CEE furent créées en vue de partager les ressources énergétiques, essentiellement le charbon, afin de reconstruire le sous-continent et d'en accompagner la résurgence après la Seconde Guerre mondiale. Ce plan aboutit au développement accéléré des Trente Glorieuses. Cependant les ressources pétrolières et gazières des régions voisines, Moyen-Orient, Afrique du Nord et URSS s'avèrent bientôt pour les pays consommateurs d'Europe occidentale plus compétitives et moins polluantes que le charbon. Du point de vue de son alimentation en énergie l'Europe de l'Ouest, deuxième, et par moments première économie mondiale, riche en capital et en savoir-faire, dépendait bientôt essentiellement de plusieurs sources extérieures d'approvisionnement. Après l'embargo décidé par l'OPEC en 1973 et le soudain quadruplement du prix du pétrole qui s'ensuivit, les pays de la CEE se tournent vers l'Union soviétique puis à partir de 1989, vers la Russie et l'Ukraine lieux de transit incontournables du pétrole et du gaz russe et d'Asie centrale (Azerbaïdjan, Iran, Afghanistan). Ils profitent ainsi de la politique de construction de gazoducs et de développement gazier décidée par Khrouchtchev, qui visait à cimenter le bloc soviétique et à atteindre des débouchés maritimes. Depuis 1956 en effet l'URSS fournissait déjà de l'électricité, et depuis 1968 du gaz, à l'Autriche et à la Yougoslavie.

Peu après la mort de De Gaulle (1970), idéologue de l'Europe de l'Atlantique à l'Oural, qui avait sans doute pressenti la crise de 73, un accord d'échange de gaz naturel soviétique contre la livraison de tubes de gazoducs est signé en 1971. Il est suivi en 1975 du premier contrat d'approvisionnement à long terme – 30 ans – entre GDF et Gazprom. Au début des années 80 en dépit de l'opposition américaine, la France et l'Allemagne co-financent le gazoduc Orenkoï-Oujgorod (Nigoul, Cairn, 2014, p. 95) dans le cadre des accords « tuyaux contre gaz » conclus entre la Deutsche Bank, Ruhrgas et Gazprom (S.Nies, Cairn, 2010, p. 84). D'autres pays de la CEE s'y joignent bientôt afin de bénéficier des infrastructures allemandes.

Suivit en 1994-1997 l'accord de Partenariat et de Coopération (APC) signés dans une perspective de rapprochement progressif entre la Fédération de Russie et l'Union européenne, accord se fondant sur les plus purs principes et la philosophie du « libre échange comme facteur de rapprochement des peuples », avec comme perspective d'installer progressivement les conditions d'une zone de libre échange. Un sommet bisannuel est prévu ainsi qu'un projet de commission parlementaire mixte Douma-Parlement européen. Les deux parties constatèrent à nouveau la convergence de leurs intérêts dans le contexte du Plan Prodi lors du Sommet de Paris du 30 octobre 2000. L'idée fondamentale était de développer des projets communs en permettant de plus en plus aux entreprises ouest-européennes de prendre des participations dans des sociétés russes d'extraction de pétrole et de gaz, et à ces dernières d'en acquérir dans les sociétés de distribution européennes, ce qui faisait de la Vieille Europe le concurrent direct des Harvard Boys et des USA pour l'exploitation des ressources minérales de la Russie.

Les accords entre Gazprom et Gaz de France furent renouvelés en 2003 et suivis en 2005 d'un accord entre la Russie et l'Allemagne. Ces accords projettent « à la grande fureur des états baltes et de la Pologne [...] la création d'un gazoduc dérivant vers la Baltique le transport du gaz russe, jusque-là assuré via le territoire ukrainien » (Nigoul, 2014, p.6/98). Il s'agit bien sûr des maintenant fameux Nord Stream I et II.

Une telle perspective ne pouvait qu'inquiéter l'Anglosphère car elle voyait de plus en plus prendre corps ce qu'elle avait toujours craint le plus : l'émergence d'un bloc continental solidaire capable de la marginaliser. Britanniques et Américains allaient dès lors, sans le dire, renoncer aux principes de la rationalité économique pour se laisser inspirer par leur paranoïa géopolitique.

Dans le Plan Prodi la manœuvre revenait d'abord aux industriels du secteur énergétique et aux États, tandis que l'UE se réservait les « fonctions d'impulsion et de régulation ». C'est cela qui devait nous perdre. Face à la cohésion de l'Anglosphère – l'Empire du Tout Autour – communicant et partageant sans aucun obstacle linguistique, intérêts, informations et moyens d'action, résolue à empêcher à tout prix l'émergence d'un bloc continental eurasiatique, la communication entre pays de l'UE restait déficiente. Entravée par les obstacles linguistiques, concurrentiels et culturels la Vieille Europe resta aveugle et sourde aux indices du changement d'attitude de l'Anglosphère dont un des plus explicites avait été le discours de Thatcher à Blackpool en 1999⁴⁴. Incapable d'élaborer une politique concertée, sacrifiant le long au court terme les dirigeants de la Vieille Europe continentale, acceptèrent la politique d'élargissement tous azimuts de l'Union promue par le Royaume Uni et les USA. Ces élargissements successifs devaient diluer la substance de l'idéologie fédéraliste de la Vieille Europe – cœur de la puissance économique, industrielle et financière de l'Union – pour réduire à l'impuissance une UE se condamnant à rester une simple zone de libre échange.

À défaut de pouvoir forcer l'admission de la Turquie, l'intégration de treize nouveaux membres en 2004 dont les pays anciennement membres du Pacte de Varsovie – pays baltes et d'Europe centrale – suffirait à compromettre l'objectif d'une intégration économique pan-européenne poursuivi tant par les pays fondateurs de l'UE que par la Fédération de Russie.

Après la chute de l'URSS, parmi les sept nouveaux pays indépendants, trois se disputaient le transit du pétrole russe et d'Asie centrale vers l'Europe de l'Ouest, la Pologne et la Biélorussie contestant à l'Ukraine son rôle dominant (de 80 à 90 % du trafic). Cependant les nouveaux pays membres de l'UE – pays baltes, Bulgarie, Roumanie et Slovaquie – bien que les plus hostiles à la Russie, en étaient aussi les plus tributaires puisque leur approvisionnement dépendait à 90-100 % du gaz russe.

Les considérations économiques l'emportant toujours en urgence sur les considérations politiques, les deux premières décennies du 21^e siècle furent marquées parmi les pays de transit voisins de la Russie par des crises récurrentes résultant de la tension entre nécessité économique et préférences politiques. Les premières, relatives au prix du gaz eurent lieu entre la Russie et ses voisins immédiats, lieu de passage obligé des livraisons à destination de l'Europe. Le transit par l'Ukraine étant le plus important, c'était les désaccords entre cette dernière et la Russie qui impactaient le plus fortement l'Europe. Ces désaccords portaient essentiellement sur les prix de faveur encore consentis à l'Ukraine en tant qu'ancien pays membre de l'URSS (CEI), contrastant avec les prix du marché qui lui furent réclamés à partir de 2005. Gazprom accusait en effet l'ukrainien Naftogaz de se sur-approvisionner et d'empocher la différence entre le prix de faveur consenti à l'Ukraine et le prix du marché facturé aux pays de l'UE. Le second litige portait sur les retards de paiement de l'Ukraine (Naftogaz) à la Russie (Gazprom), et sur les droits de transit à payer par la Russie. Ces différends finirent par inquiéter l'UE dans la mesure où ils pouvaient mener à l'interruption des approvisionnements. Des interruptions même courtes finirent par rendre l'UE consciente de sa dépendance. La plus grave eut lieu en 2009 lorsque la Russie ayant coupé à l'Ukraine les fournitures destinées à sa propre consommation, l'Ukraine prit l'UE en otage de son contentieux relatifs aux tarifs du gaz avec la Russie, se servit sur le transit destiné à l'Europe et arrêta de fournir l'UE pendant deux semaines (Susanne Nies, p. 86). Le crise prit fin avec l'élection en 2010 du pro-russe Yanukovitch. Elle devait cependant reprendre de plus belle en 2013.

Ces crises répétées engendrèrent à l'Ouest deux attitudes contradictoires, la première menant certains à s'interroger sur l'opportunité du rapprochement avec la Russie, la seconde prévalente dans les pays les plus industrialisés de la Vieille Europe, en premier lieu l'Allemagne, consistant à court-circuiter les pays où la fluidité du transit se trouvait menacée par les désaccords récurrents portant sur le prix du gaz et les tarifs préférentiels entre la Russie et ses voisins. C'est cette seconde option qui l'emporta. Le transit serait détourné par le Nord et la Baltique – *Nord Stream* alimenterait la République tchèque, l'Allemagne et les Pays-Bas – et par le Sud – *South Stream* passant sous la Mer Noire fournirait la Bulgarie, la Roumanie, la Hongrie, la Slovaquie et l'Italie.

Cela revenait à exclure l'Ukraine des circuits de transit énergétique gazier entre la Russie et l'Europe.

Le nucléaire

Dans son petit ouvrage *Guerres cachées, les dessous du conflit russo-ukrainien*⁴⁵ le journaliste d'investigation Marc Endewelde met en évidence d'autres interdépendances énergétiques, nucléaires et électriques, entre la Russie, et l'Ukraine, mais aussi l'UE – entre autres l'Allemagne et la France, et cela jusqu'à ce jour (2022, p. 101).

Après la chute de l'URSS un important arsenal d'ogives et autres matériaux nucléaires étaient restés parqués en Ukraine, ce qui provoqua à l'époque une grande inquiétude qu'ils soient revendus à des États voyous ou à des groupes terroristes. C'est pourquoi les puissances nucléaires de l'époque et les signataires du TPN contre la prolifération nucléaire convinrent l'Ukraine en 1991 de

⁴⁴ Voir p. 4, notes 8 et 9 ci-dessus.

⁴⁵ Le Seuil, juin 2022, pp. 65-93

signer le *Mémorandum de Budapest*. Il fut ainsi convenu que ces matériaux seraient envoyés en Russie qui en tant qu'état nucléaire et membre du Conseil de Sécurité se voyait chargée de leur gestion ainsi que de celle des infrastructures (rampes de lancement, stocks de déchets) mais aussi des centrales nucléaires productrices d'énergie électrique à usage civil⁴⁶. Cet aspect du conflit, ignoré des media grand public, est resté au centre du contentieux russo-ukrainien jusqu'à la veille de l'invasion russe.

Pour parer toute éventualité l'Ukraine s'était, dès avant l'invasion, préparée à se découpler du réseau électrique russe auquel elle était encore reliée, pour basculer vers le réseau européen. Elle fit le 24 février 2022 ce qui était supposé n'être qu'un test de découplage. Quatre heures plus tard, les Russes entraient en Ukraine. D'après Marc Endeweld (*op.cit*, p. 95) ce découplage précipita la suite des événements. Un des premiers objectifs des Russes en Ukraine fut d'ailleurs, juste après Kiev, les environs de la centrale de Zaporija, plus grande centrale nucléaire d'Europe dont ils prirent contrôle le 5 mars 2022, et se déclarèrent propriétaires le 5 octobre 2022.

8. Les guerres d'Ukraine : 2004-2017

Sur les vingt ans de 1994 à 2014 l'Ukraine s'était tenue à équidistance de l'UE et de la Russie. Elle avait en 1994 consenti dans le cadre du TNP (Traité de non-prolifération nucléaire) à signer le Memorandum de Budapest au termes duquel elle acceptait de transférer les armes nucléaires de l'URSS stationnées sur son sol et de partager avec la Russie le contrôle des installations nucléaires civiles restant sur son territoire. Elle restait membre de la CEI (Communauté des États Indépendants, issus de l'URSS) mais certains de ses partis et de ses politiques manifestaient des velléités de rapprochement de l'Occident. Des Premiers ministres penchant vers l'une ou l'autre alliance se succèdent. De 1994 à 2004 Koutchma est pro-russe. Après l'épisode de la **Révolution orange (2004)** contestant avec succès l'élection du pro-russe Ianoukovytch, lui succède de 2004 à 2010 le pro-occidental Iouchtchenko⁴⁷. Ianoukovytch revient au pouvoir de 2010 à 2014. Il refusera en 2013 de signer l'accord d'association UE-Ukraine lancé en 1998 (APC Accord de partenariat et de coopération) et négocié à Vilnius entre 2007 et 2012. Ce refus va déclencher une première guerre d'Ukraine, guerre hybride connue sous le nom de Guerre du Donbass, qui sera suivie en février 2022 de l'intervention russe visant Kiev et Zaporija et d'autres cibles sur le territoire ukrainien.

D'après Nigoul (Cairn, p. 10/102), la Russie est en 2013

«le deuxième producteur mondial de gaz et de pétrole, exporte 43 % de sa production totale d'énergie dont 46 % de son pétrole brut et 29 % de son gaz naturel ce qui, selon l'agence américaine Energy Information Administration, représentait, en 2012, 70 % de ses revenus d'exportations. C'est l'Europe qui absorbe les trois quarts de ses exportations de pétrole et les quatre cinquièmes de ses exportations de gaz. En d'autres termes, l'Europe, qui manque cruellement d'énergie, se fournit majoritairement en Russie. Laquelle en a fait son principal client selon une tendance qui, loin de s'inverser, ne cesse de se renforcer (20 % d'augmentation de ses exportations de gaz naturel vers l'Europe de l'Ouest en 2013 selon l'EIA⁴⁸) ».

Toujours d'après Nigoul, (Cairn, p. 10/102)

« La crise qui a éclaté au cours de l'hiver 2013-2014 consacre le choc inéluctable de deux volontés hégémoniques : celle de la Russie de Vladimir Poutine, rétablie dans son ambition missionnaire de redevenir l'acteur majeur l'histoire européenne, et donc mondiale, qu'elle a été depuis Pierre le Grand, et celle de l'Amérique de l'en empêcher pour conforter sa position de puissance dominante de la planète qu'elle s'est efforcée d'établir, par les armes et par l'économie et la finance, tout au long du XXe siècle. La puissance de la mer ne peut tolérer de voir se reconstituer contre elle le *Heartland*, cher à Mackinder, qu'elle pensait avoir définitivement dominé après un demi-siècle de guerre froide soldé, non par l'écrasement militaire, mais par l'abjuration idéologique. L'Ukraine n'apparaît plus alors que comme un prétexte ».

Prétexte et outil dans les mains du Département d'État américain, l'Ukraine est surtout la première victime des visées géopolitiques de quelques stratèges américains d'origine ukrainienne ou Est-européenne, les autres victimes étant l'UE et bien sûr l'idée d'une Europe maîtresse de ses choix et de son destin.

46 Id., pp. 18-19

47 Soutenue par le Département d'état ainsi que par plusieurs ONG, dont celle de George Soros. Voir *l'Express*, 13 janvier 2010, et « La Révolution orange en tant que phénomène géopolitique », *Hérodote*, 2^e semestre 2008, pp.66-99.

48 Environmental Investigation Agency

Le refus par Ianoukovytch de signer l'APC déclenche les troubles de l'**EuroMaïdan**, première des « révolutions de couleur », ainsi que la Guerre du Donbass dans les *oblasts* russophones de l'Est. En février 2014, Ianoukovytch est destitué et remplacé par Oleksander Tourtchynov comme Président intérimaire, avec Arseni Iatseniouk comme Premier ministre. Iatseniouk est le favori de Victoria Nuland et du Département d'État américain.

L'éclatement des troubles de Maïdan déclenché par les *neoccons* confronte les deux géants continentaux l'UE et la Russie, à une double menace : l'une étant l'interruption de l'approvisionnement énergétique de l'UE, l'autre l'étranglement économique de la Russie par les sanctions que l'UE se voit poussée à prendre. Génial carambolage qui fait d'un tir deux coups au moins et même cinq. En effet les contrecoups ultérieurs sont nombreux : entraves à la *Belt and Road* chinoise initiée en 2013 et, après l'intervention russe en Ukraine en février 2022, dépendance accrue de l'UE aux ressources énergétiques américaines et à celles de leurs alliés du Golfe – les seuls producteurs européens étant le Danemark et la Norvège – et enfin identification accrue de l'UE à l'OTAN, qu'en décembre 2021 encore Emmanuel Macron croyait pouvoir déclarer « en état de mort cérébrale ».

Les réserves en gaz naturel se répartissaient en 2014 entre la Russie (24%), l'Iran (16%), le Qatar (14%), le Turkménistan, l'Arabie, les Émirats, les USA et le Vénézuéla (chacun de 3 à 4%). Outre que la proximité et l'abondance des sources d'approvisionnement soient dans la logique de la rationalité économique, les facteurs essentiels de la réduction des coûts de production dont se gargarisent les défenseurs du libéralisme économique ou de la démocratie à l'américaine, et les retombées écologiques dont se réclament les écologistes allemands, un processus d'intégration continentale vieux de 70 ans se voit brutalement interrompu. L'Europe de l'Ouest, la Vieille Europe, s'était suite à la première crise pétrolière de 1973 tournée vers l'Est, URSS puis Russie et Asie centrale, afin d'échapper à une dépendance exclusive du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord. La crise de la deuxième décennie du 21^e siècle la ramène au Moyen-Orient et l'expose à d'autres types de chantage guère plus démocratiques.

4 février 2014 : *Fuck the EU*

Alors que se posait la question du gouvernement qui succéderait à celui du pro-Russe Ianoukovytch et de qui en serait le Premier ministre, l'UE représentée par la britannique Catherine Ashton, restait soucieuse du respect des procédures démocratiques et réticente à s'ingérer dans des choix qui auraient dû rester ceux des Ukrainiens. Cette retenue est perçue comme de l'indécision par les diplomates américains, Nuland et Pyatt. Victoria Nuland préférerait voir Iatseniouk comme Premier ministre plutôt que l'autre candidat, l'ancien boxeur Klitschko. Ainsi qu'il appert d'une conversation enregistrée à leur insu entre Geoffrey Pyatt, ambassadeur US à Kiev, présent sur le terrain, et Victoria Nuland - *Assistant Secretary for European Affairs* – cette dernière n'hésite pas à décider qui appuyer dans cette course au pouvoir, et manifeste son dédain du formalisme de l'UE par un retentissant « *and you know, fuck the EU* » enregistré par les Services secrets russes. Angela Merkel, Herman Van Rompuy et d'autres responsables européens protestent. Victoria Nuland s'excuse. Sylvie Kaufmann, dans *Le Monde* du 9 février⁴⁹ écrit « La familiarité avec laquelle la Vice-secrétaire d'État évoque les dirigeants de l'opposition ukrainienne (« *Yats* » pour Arseni Iatseniouk, « *Klitsch* » pour Vitali Klitschko) et les postes qu'elle leur attribue dans un éventuel gouvernement traduit une étonnante arrogance dans la méthode, compte tenu des échecs américains à installer des équipes au pouvoir dans des pays étrangers depuis dix ans. Nuland et l'ambassadeur Pyatt parlent des protagonistes de la crise ukrainienne comme si leur sort dépendait d'eux, ce qui n'est pas le cas. » En quoi Sylvie Kaufmann se trompe car comme les Européens en général elle pense en terme de droit. C'est en droit que le sort des protagonistes de la politique ukrainienne ne dépend pas des Américains. Mais les *neoccons* que ce soit dans des administrations démocrates ou républicaines sont des *real-politiciens*. Ce n'est pas le droit qui inspire leur stratégie. Et cela depuis plus de dix ans. Ils sont persuadés que « *Might makes Right* » (la force fait le droit) et veilleront à ce que les faits leur donnent raison.

Victoria Nuland, d'origine ukrainienne, épouse du néo-conservateur Robert Kagan⁵⁰, a fait toute sa carrière aux Affaires étrangères (*State Department*). Elle a été ambassadrice des USA à l'OTAN de 2000 à 2003, et conseillère pour la politique étrangère de Dick Cheney⁵¹ de 2003 à 2005, sous Bush junior. En 2010, elle fut Envoyée spéciale pour les forces armées en Europe de Hillary Clinton, lorsque celle-ci était Secrétaire d'État de 2009 à 2013 et elle sera sa porte-parole jusqu'en 2013. Sous Obama, de 2013 à 2017, elle sera Secrétaire d'État assistante de John Kerry pour l'Europe et l'Eurasie. Responsable de l'Ukraine en 2014, elle négocia en sa faveur des prêts et, déjà, des livraisons d'armes. Un des nombreux paradoxes de la démocratie américaine⁵² est que les Affaires

49 https://www.lemonde.fr/europe/article/2014/02/09/les-cinq-lecons-du-fuck-the-eu-d-une-diplomate-americaine_4363017_3214.html

50 Robert Kagan défend dans *Of Paradise and Power : America and Europe in the New World Order*, Vintage, 2004, l'idée suivant lequel le rève de paix perpétuelle entretenu par l'Europe dans la tradition kantienne serait un luxe irresponsable qu'elle peut se permettre à l'abri de la force américaine, et que l'hyperpuissance des USA l'autorise à s'affranchir du droit ou à le créer – ce qui revient au même.

51 Déjà mentionné (p.2) comme un des « transacteurs » ayant organisé le dépeçage des actifs de l'URSS dans les années suivant immédiatement sa chute.

52 En plus du fait, par exemples, que comme en Pologne ou en Hongrie, les plus hauts niveau du judiciaire ne soit pas indépendant de l'exécutif puisque les juges de la Cour suprême sont nommés à vie par le Président, et qu'il y ait des États où le droit de vote n'est pas universel...

étrangères restèrent aux mains de néo-conservateurs parmi les plus agressifs sous les gouvernements démocrates. L'ultra néo-conservatrice Nuland servit en effet la plus grande partie de sa carrière sous des administrations démocrates. Elle n'est pas la seule comme nous le verrons plus loin. D'après le site marxiste américain « *nakedcapitalism* »⁵³ parmi les revenants sur le terrain ukrainien on retrouve aussi Jonathan Hay, travaillant pour la branche ukrainienne du *think-tank* polonais CASE. Plus surprenant, parmi les plus récents dénonciateurs de cette infiltration des démocrates par les néo-conservateurs (2022) on retrouve ce même Jeffrey D. Sachs qui joua un rôle discutabile dans la politique de privatisation rapide et massive des actifs de l'État soviétique (la « thérapie de choc »). Il est à présent recyclé dans le programme pour le développement durable de l'ONU (ODD) et n'hésite pas à déclarer :

« La guerre en Ukraine est l'aboutissement d'un projet de 30 ans du mouvement néoconservateur américain. L'administration Biden regorge des mêmes néoconservateurs qui ont défendu les guerres des États-Unis en Serbie (1999), en Afghanistan (2001), en Irak (2003), en Syrie (2011), en Libye (2011), et qui ont tant fait pour provoquer l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Le bilan des néocons est celui d'un désastre total, et pourtant Biden a constitué son équipe de néocons. En conséquence, Biden dirige l'Ukraine, les États-Unis et l'Union européenne vers une nouvelle débâcle géopolitique. Si l'Europe a un peu de bon sens, elle se séparera de ces débâcles de la politique étrangère américaine »⁵⁴.

L'incident du « *fuck the EU* » n'empêchera pas que le 3 mai 2021 Joe Biden récemment entré en fonction comme président, nomme Victoria Nuland Sous-secrétaire d'État aux affaires politiques, ce qui fait d'elle le numéro 3 de la diplomatie américaine, démontrant une fois de plus le peu de cas que les Américains font de leurs amis et alliés continentaux. Dans cette dernière administration Victoria Nuland travaille sous Antony Blinken, un autre démocrate et/mais/ou néo-conservateur. Blinken a en 1998 commencé une carrière marquée par un glissement lent mais continu vers la droite néo-conservatrice la plus agressive. Si en 1998 il levait des fonds pour le candidat malheureux Michael Dukakis (gauche du Parti démocrate) il co-fonda en 2018 la société *WestExec* de conseil aux entreprises, pour la plupart membres du complexe militaro-industriel, et en janvier 2019 co-signa avec Robert Kagan, époux de Victoria, une tribune dans le *Washington Post* ré-affirmant que la destinée manifeste des USA restait de « conduire le monde ».

Le 17 mars 2014 a lieu le référendum de rattachement de la Crimée à la Russie tandis qu'en Ukraine le pro-occidental Porochenko est élu président en juin. Il signera finalement l'accord d'association le 22 juin 2014, suite à quoi la Russie suspendra les accords de libre échange avec l'Ukraine dans le cadre de la CEI. Des voix s'élèvent en Ukraine appelant au retrait de l'Ukraine du TNP et la restauration de son statut d'État nucléaire.

Septembre 2014 : signature des accords de Minsk mettant théoriquement fin à la « guerre du Donbass (*oblasts* de Donetsk et Luhansk) » qui opposait l'armée ukrainienne à des milices pro-russes locales, sans doute alimentées par des transfrontaliers. Mais l'accord n'est respecté par aucune des deux parties. Cette guerre a, de 2014 à 2022, fait 14.000 victimes avant de devenir la guerre Russo-Ukrainienne suite à l'invasion de l'Ukraine par la Russie le 24 février 2022, trois jours après la reconnaissance le 21 par la Russie de l'autonomie des deux républiques autonomes de Donetsk et Luhansk. Cette reconnaissance mettait ainsi fin aux Accords de Minsk de 2014-2015 que l'Ukraine accuse la Russie de rompre alors que la Russie accuse l'Ukraine de ne les avoir jamais respectés, en n'inscrivant pas l'autonomie de ces régions dans la Constitution ukrainienne, ainsi que convenu à Minsk. Cette modification ne devant, d'après l'Ukraine, intervenir qu'après la démilitarisation complète des milices para-militaires pro-russes dans les deux oblasts.

En 2017, le Parlement ukrainien vote une loi limitant le droit des minorités ethniques – russe, hongroise, grecque, bulgare, roumaine, polonaise – à être scolarisées dans leurs langues maternelles. Cette loi concerne en premier lieu les importantes minorités russes du Donbass.

9. Extension de l'OTAN, de 2014 à nos jours (2023)

Pour rappel, dès 2008, GW Bush avait soutenu l'amorçage de la procédure de candidature de l'Ukraine et de la Géorgie à l'OTAN. Cette perspective avait été rejetée par la Russie et par la France (<https://www.reuters.com/article/us-nato-ukraine-bush-idUSL0141706220080401>).

⁵³ <https://www.nakedcapitalism.com/2015/02/convicted-fraudster-jonathan-hay-harvards-man-who-wrecked-russia-resurfaces-in-ukraine.html>

⁵⁴ <https://www.pressenza.com/fr/2022/07/ukraine-est-le-dernier-desastre-des-neoconservateurs/>

2014 : Référendum et annexion de la Crimée. L'OTAN suspend ses relations avec la Russie. Début de la Guerre du Donbass. Le bouclier s'étend à l'Europe de l'Est, avec la construction d'un site Aegis Ashore à Deveselu en Roumanie en 2015.

2015 : Poutine reprend l'initiative en dehors de son environnement immédiat.

A partir de 2015, refusant de laisser le champ libre aux Occidentaux au Moyen Orient dans le contexte des troubles consécutifs au Printemps arabe, Poutine reprend l'initiative en soutenant le gouvernement de Bachar el-Assad en Syrie et en se posant comme médiateur en Libye (2016) dans le conflit qui oppose le maréchal russophone Khalifa Haftar - ancien officier de Kadhafi, que la Russie fournit en matériel militaire et en mercenaires du groupe Wagner - et le GEN, gouvernement de Fayez al-Sarraj, que par ailleurs elle a reconnu avec les autres membres du Conseil de Sécurité de l'ONU.

D'après Pierre Hazan interviewé le 26 septembre 2022 par P.Boniface (IRIS, *Négociateur avec le diable*, 29 septembre) :

« Le moment de bascule, c'est le moment où symboliquement se termine la *Pax Americana* avec l'intervention en Libye en 2011. L'intervention de l'OTAN en Libye a été justifiée par une résolution des Nations Unies au nom de « la responsabilité de protéger » les populations civiles. La Russie et la Chine avaient accepté à l'époque de s'abstenir. Elles ont eu le sentiment d'avoir été trompées, puisque l'intervention occidentale s'est soldée par un changement de régime (chute de Mouammar Kadhafi). À partir de ce moment-là, alors que la révolte commence en Syrie et que la répression sera impitoyablement sanglante, la Russie va s'opposer à toute intervention de la justice pénale internationale [...] jugeant que ce sont des instruments contrôlés par les Occidentaux. »

2016 : Vote du Brexit le 23 juin. Application le 31 janvier 2020. Bien qu'aux USA, tant les démocrates que les républicains classiques et les néo-conservateurs – ce que les partisans de Trump appellent le « deep state » – l'aient désapprouvé, le Brexit s'inscrit dans cette vague de fond qui pousse l'Anglosphère à se refermer sur elle-même pour éviter de perdre le contrôle dans une globalisation dont elle fut le vecteur principal mais dont elle perd le contrôle, battue par l'Extrême-Orient et particulièrement la Chine au jeu du libre échange dont elle a pourtant fixé les règles. Se refermer sur elle-même – le Brexit, Trump – avant d'agresser, ou plutôt d'empoisonner la communication ? – ce dont se chargera Biden.

2016 : Le 8 novembre, élection de Donald Trump qui entre en fonction le 20 janvier 2017. Cette élection marque une pause dans la stratégie d'extension de l'OTAN. En effet on ne retrouve dans l'administration Trump aucun des membres du personnel qui depuis Bush junior et jusqu'à Obama dominaient le *State Department*, la plupart étant des Américains originaires d'Europe de l'Est.

Influencé par Steve Bannon, son directeur de campagne et brièvement conseiller, Trump est séduit par l'idée d'attirer la Russie, pays chrétien dans l'orbite occidentale en vue d'opposer à la Chine, un bloc blanc et de tradition chrétienne, avec des relents d'antisémitisme. Le caractère vague et confus des idées de Trump en géopolitique, et son manque d'information des réalités culturelles et de terrain – il ignore que la Finlande est un pays indépendant – l'empêcheront de mener à bien ces rêveries géostratégiques. Il reste de cette soupe idéologique que le pivot vers l'Est d'Obama deviendra sous Trump une politique anti-chinoise, que les démocrates vont poursuivre et aggraver sous Biden.

2017 : La Russie possédant des missiles à courte portée (SRBM : 500 à 5000 km) capables de cibler les pays d'Europe centrale et de l'Ouest, les USA accusent la Russie de ne pas respecter les termes du Traité INF (Forces nucléaires intermédiaires) de 1987. Ce que la Russie conteste – les SRBM (*short range ballistic missile*) étant d'une portée inférieure ou égale à 1000 km – et l'OTAN projetant depuis 2002 d'installer des antimissiles sur ses frontières. Les USA se retirent du Traité en 2019, sous D.Trump.

En juin de la même année le Monténégro devient le 29^e État membre de l'OTAN.

2018 :

18 février : À la Conférence de Munich sur la sécurité en Europe, Sergeï Lavrov invite à la reprise d'une coopération militaire « pragmatique » entre l'OTAN et la Russie.

La russophilie de Trump est relative. Il communique plus facilement avec Poutine qu'avec les représentants de l'Union européenne dont il déclare à l'été 2018 qu'elle est un ennemi commercial. Mais la Russie reste pour lui un concurrent des USA et, s'attaquant à Nord Stream, il veut ouvrir les marchés européens à l'industrie gazière américaine (GNL) le *freedom gas*⁵⁵. Joe Biden là aussi reprendra cette politique.

⁵⁵ Marc Endeweld, pp. 61-63

28 mars : Expulsion de diplomates russes par 21 pays membres de l'OTAN.

14 août : Poursuite de l'installation d'un site Aegis Ashore en Pologne (planifié dès 2009⁵⁶).

2020 : La Macédoine du Nord devient (27 mars) le 30^e et dernier État membre de l'OTAN.

Il semble bien qu'en vingt ans, une nouvelle barrière infranchissable se soit progressivement élevée non plus tant entre l'Europe de l'Ouest et la Russie qu'entre le « territoire » de l'OTAN et l'Asie centrale et de l'Est, l'Eurasie. Qui en est responsable ? De qui ce nouveau rideau de fer sert-il les intérêts ?

2021 : Le 17 décembre, la Russie propose un traité au termes duquel les troupes de l'OTAN se retireraient des anciens pays membres de l'ancienne URSS et de l'ancien Pacte de Varsovie.

Dans un contexte de résurgence de la prolifération nucléaire, la prolongation jusqu'en 2026 du traité *NewStart* limitant et donnant un droit de regard sur les arsenaux reste le seul accord de désarmement nucléaire entre les États-Unis et la Russie⁵⁷.

À ce jour – mars 2023 – sur les vingt ans qui nous séparent de la Guerre froide 14 nouveaux pays membres se sont donc joints à l'OTAN (dont 10 anciens membres du Pacte de Varsovie et quatre anciennes républiques yougoslaves entre le 12 mars 1999 et le 27 mars 2020). Trois de ces pays sont des pays « frères » de la Russie en orthodoxie.

Remarquons qu'au regard du droit, de l'effondrement du Pacte de Varsovie à l'invasion de la Crimée puis de l'Ukraine en 2022, seuls sont des délits le bombardement de la Serbie par l'OTAN, l'intervention des USA et de sa « *coalition of willings* » en Irak, et l'invasion de l'Ukraine par la Russie en 2022.

10. Qui est Zelensky ?

Zelensky, est un des quelque 70 000 juifs vivant encore en Ukraine après la chute de l'Union soviétique, nombre qui en ferait la cinquième plus importante communauté juive du monde⁵⁸. Ils y étaient 5 millions avant la Seconde Guerre mondiale, soit la plus grande concentration de juifs au monde et la moitié de la population juive pour toute l'URSS. De 1917 à 1921 le yiddish y fut langue d'État avec l'ukrainien et le russe. Le yiddish fut utilisé sur la monnaie ukrainienne entre 1917 et 1920. Léon Trotski créateur de l'Armée rouge et Grigori Zinoviev président du soviet de Léningrad sont des juifs ukrainiens. L'occupation nazie extermine la plus grande partie d'entre eux.

Après la démission d'Arseni Iatseniouk au début du mois d'avril 2019, Volodymyr Groïsmán est désigné Premier ministre par le président Porochenko. Volodymyr Groïsmán est la première personne ouvertement juive à être Premier ministre en Ukraine. Le 22 avril 2019, Zelensky est élu président. L'Ukraine est dès lors le deuxième pays au monde avec Israël où le Chef de l'État et le Premier ministre soient juifs, ce qui inquiète certains membres de la communauté juive ukrainienne⁵⁹ craignant de nouveaux pogroms. Lors de l'invasion russe, le 24 février 2022, des milliers de Juifs fuient le pays⁶⁰.

Volodymyr Zelensky né en 1978, passe le TOEFL alors qu'il a 16 ans, et obtient une bourse études en Israël ; son père s'oppose à son départ. La première ambition du jeune Zelensky fut d'être diplomate dans le cadre de l'Union soviétique. mais il ne réussit pas l'examen d'entrée à l'Institut des relations internationales de Moscou. Interrompant des études de droit⁶¹, il devient comédien et figure en 2015 comme personnage principal du film *Sluha Naroda* (Serveur du peuple) où il incarne un jeune professeur intègre et non-conformiste. Suite au succès de *Serveur du peuple*, en vue de sa candidature à la présidence, il prend des cours d'ukrainien car il est né et a été élevé dans la partie russophone de l'Ukraine⁶².

56 https://en.wikipedia.org/wiki/United_States_missile_defense_complex_in_Poland

57 Marc Endeweld, p. 118

58 <https://israelvalley.com/2022/02/25/en-ukraine-se-trouve-la-5eme-communaute-juive-au-monde/>

59 <https://www.nytimes.com/2019/04/24/world/europe/volodymyr-zelensky-ukraine-jewish-president.html>

60 https://www.lemonde.fr/international/article/2022/03/03/guerre-en-ukraine-a-kiev-la-douleur-insondable-des-juifs-pousses-a-l-exode-par-l-offensive-russe_6115930_3210.html

61 https://www.huffingtonpost.fr/international/article/ukraine-qui-est-volodymyr-zelensky-le-trump-ukrainien-favori-du-scrutin_142730.html

62 https://www.lepoint.fr/monde/ukraine-a-peine-eluzelensky-pris-entre-deux-feux-25-04-2019-2309548_24.php#11

Le parrain de Zelensky Igor Kolomoïsky, milliardaire ukrainien/chypriote/israélien patron incontesté du secteur bancaire et pétrolier en Ukraine, fortement lié aux mouvements ultra-nationalistes israéliens, inonde Zelensky d'argent et finance sa campagne électorale par millions, transformant un président de série télévisée en un vrai président.

Durant la campagne présidentielle de 2019, les médias relèvent que Zelenski est multi-proprétaire, qu'il possède de nombreuses affaires en Russie et dans beaucoup d'anciens pays soviétiques, et qui sont gérées à partir de Chypre. Il aurait également, d'après le site *Slidstvo*, omis de déclarer une villa achetée en Toscane au prix quatre millions d'euro, dans une localité très appréciée par les oligarques russes⁶³. Le magazine étasunien *Foreign Policy* (1^{er} avril 2019) s'inquiète que le comédien-candidat aux élections présidentielles soit « dangereusement pro-russe »⁶⁴.

Volodymyr Zelensky fait de sa formation un parti attrape-tout, populiste, anti-corruption et promoteur d'un type nouveau – électronique – de démocratie directe. Le *Huffington Post* le qualifie de Trump ukrainien⁶⁵. « On peut tout à fait le comparer à Trump, à la différence que le candidat à la Maison-Blanche disposait d'un programme » renchérit Mychailo Wynnyckyj, professeur agrégé de sociologie à l'académie Kiev-Mohyla.. «Zelensky n'avance jamais de chiffres, il demande juste aux électeurs de lui faire confiance. ⁶⁶»

Au cours de l'année 2018, dans les sondages en vue des élections législatives de 2019, *Serviteur du peuple* atteint le seuil des 5 % permettant d'entrer au Parlement monocaméral d'Ukraine, la *Rada*. Au moins jusqu'à la fin de l'année 2019, *Serviteur du peuple* semble pourtant être une coquille vide, ne menant aucune activité à l'adresse où il loue ses locaux, et n'employant aucun salarié. D'après la presse russe telle que citée aux notes 34, 35, 36 du Wiki français sur Zelensky, *Serviteur du peuple* ne représenterait que Zelensky.

Évitant la presse écrite, radiodiffusée ou télévisée, il use surtout des réseaux sociaux pour sa communication. Sa campagne cible l'électorat jeune, est centrée sur la dénonciation des élites corrompues, promet la suppression de l'immunité parlementaire, la création d'une procédure d'*impeachment* du chef de l'état, le gouvernement par référendum – dont un sur l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN – et un cessez-le-feu dans le Donbass.

Il promet aussi la légalisation de la prostitution, de la marijuana et des jeux de hasard⁶⁷. Provenant du sud-est russophone, parlant mieux le russe que l'ukrainien, il n'est pas considéré comme anti-russe. Il ne l'est d'ailleurs pas plus que ses concurrents à la présidentielle, Petro Porochenko et Ioulia Timochenko, qui bien que s'affichant comme nationalistes ukrainiens, ont traité et traitent encore avec la Russie⁶⁸. Dans la presse, qu'il tente d'ignorer, ses opposants critiquent le flou de ses idées, l'accusent de démagogie et d'être la marionnette de l'oligarque israélo-ukraino-chypriote Igor Kolomoïski qui a produit *Serviteur du peuple* et dont la chaîne *I+I* soutient sa candidature. Ce que Zelensky dénie⁶⁹.

Kolomoïski est président du Conseil européen des communautés juive (<https://www.jpost.com/Features/Front-Lines/A-necessary-putsch> et <https://www.kyivpost.com/post/9313>), fondateur d'un projet de Parlement juif européen dont le siège serait à Bruxelles (<https://jweekly.com/2011/11/04/european-jewish-parliament-off-to-a-semi-comedic-start/>), et brièvement conseiller au Congrès juif européen qui le désavoue rapidement (<https://www.jta.org/2010/11/02/global/like-nbas-nets-european-jewish-group-gets-an-oligarch-but-some-see-soviet-style-takeover>) .

Lors du premier tour de scrutin, Volodymyr Zelensky arrive en tête avec 30,2 % des voix devant Porochenko et Ioulia Tymochenko. Le 21 avril 2019, tirant profit du rejet massif du président sortant, il obtient 73,2 % des voix, le pourcentage le plus élevé d'un vainqueur au second tour d'une élection présidentielle depuis l'indépendance de l'Ukraine. Mais il faut tenir compte du fait que la moitié des ayants droit ne sont pas allés voter. Il réalise ses meilleurs scores dans les régions considérées comme pro-russes⁷⁰. Dans son discours de victoire, il promet d'œuvrer au retour des Ukrainiens emprisonnés en Russie.

Président

63 https://firenze.repubblica.it/cronaca/2022/03/02/news/lucca_forte_dei_marmi_vittoria_apuana_villa_zelensky_ucraina-339896299/?ref=RHTP-BL-I339013380-P6-S2-T1

64 <https://foreignpolicy.com/2019/04/01/ukraines-tv-president-is-dangerously-pro-russian/>

65 https://www.huffingtonpost.fr/international/article/ukraine-qui-est-volodymyr-zelensky-le-trump-ukrainien-favori-du-scrutin_142730.html

66 [https://www.telerama.fr/television/election-en-ukraine-un-humoriste-tele-aux-portes-de-la-presidence-\(et-ce-nest-pas-une-fiction\),n6192187.php](https://www.telerama.fr/television/election-en-ukraine-un-humoriste-tele-aux-portes-de-la-presidence-(et-ce-nest-pas-une-fiction),n6192187.php)

67 <https://www.unian.info/politics/10521186-zelensky-supports-legalization-of-prostitution-marijuana-in-ukraine-ukraine-could-have-own-las-vegas.html>

68 Veronika Dorman, « Ioulia Timochenko, Volodymyr Zelensky, Petro Porochenko », *Libération* 27 mars 2019.

69 <https://www.lefigaro.fr/flash-actu/ukraine-le-favori-de-la-presidentielle-appelle-a-s-exprimer-dans-les-medias-20190416>

70 <https://www.la-croix.com/Monde/Europe/En-Ukraine-show-Zelensky-rythme-campagne-2019-03-28-1201011987>

À l'inauguration de Zelensky le 20 mai 2019 assistaient les représentants des trois pays baltes, de la Hongrie, de la Géorgie, des États-Unis, et de l'UE.

Quelques jours après son élection, Volodymyr Zelensky critique le vote d'une loi renforçant l'usage de la langue ukrainienne (hors sphères privée et religieuse)⁷¹. Dans un contexte de relations incertaines avec Moscou qui se dit prête à renouer les relations avec l'Ukraine, il s'oppose à toute mesure coercitive en la matière.

En même temps, le nouveau président ukrainien montre sa volonté de transition vers l'Europe en se rendant à Bruxelles dès le mois de juin. Il y rencontre Donald Tusk, président polonais du Conseil européen. Mais les nominations auxquelles procède Volodymyr Zelensky dès les premiers jours de sa présidence lui attirent des critiques. Son chef de cabinet, Andriy Bohdan, serait inéligible du fait des fonctions gouvernementales qu'il a occupées sous la présidence du pro-russe Ianoukovytch, par ailleurs avocat de l'oligarque Igor Kolomoïski, un des plus importants soutiens du Serviteur du Peuple. Bohdan avait aussi proposé un référendum sur les modalités d'un accord de paix avec les Russes⁷².

À l'issue des élections législatives, le 21 juillet, son parti obtient 43,2 % des voix et la majorité absolue des sièges à la Rada. Cette victoire qui traduit un désir de renouvellement de la classe politique amène à la Rada de nombreux députés n'ayant pas d'expérience politique.

Lors de son arrivée à la présidence du pays, Volodymyr Zelensky s'était donné pour priorité d'obtenir un cessez-le-feu avec les séparatistes pro-russes du Donbass. Kolomoïsky propriétaire de la chaîne télévisée *1+1* sur laquelle était diffusée *Serviteur du peuple*, revient d'exil peu avant l'investiture de Zelensky. En septembre 2019, Alexander Daniliouk, ancien ministre des Finances, démissionne de la tête du Conseil national de sécurité et de défense, s'opposant aux pressions exercées par Kolomoïsky sur le chef de l'État pour que PrivatBank lui soit rendue. Cette banque avait été nationalisée sous Porochenko en 2016 alors qu'elle était au bord de la faillite, et Kolomoïsky suspecté d'en avoir détourné 5,5 milliards de dollars US⁷³. Zelensky prend ses distances avec l'oligarque et permet le vote d'une loi interdisant la restitution à leurs anciens détenteurs des banques insolvables nationalisées⁷⁴. Rapidement, au cours de la première année de sa présidence, les pro-occidentaux lui reprochent de replier les troupes ukrainiennes au Donbass sans contrepartie, et de céder aux pressions russes. Il est vrai que déjà en mai 2019, à peine élu président, Zelensky envisageait de consulter la population sur un accord de paix avec la Russie⁷⁵. Le 6 octobre 2019, quelque dix mille personnes, dont certains en armes se rassemblent sur la place Maïdan pour protester contre le projet d'accorder l'autonomie au Donbass⁷⁶.

En mars 2016, Joe Biden alors vice-président aurait demandé au prédécesseur de Zelenski, Porochenko, de limoger le procureur général Shokin, accusé de ne pas être assez efficace dans la lutte contre la corruption. Shokin fut remplacé par Iouri Loutsenko en mai. En juillet 2019, Trump, encore président, appelle Zelensky pour lui demander d'enquêter sur les intérêts de Hunter Biden, fils de Joe, dans la société ukrainienne Burisma dont il est membre du Conseil d'administration et dont Kolomoïski, le parrain de Zelensky en affaire comme en politique, est un des actionnaires. Quelques jours après cet appel, le procureur général Iouri Loutsenko ayant déclaré que cette affaire n'était pas de son ressort mais de celui des cours américaines, est remplacé par Ruslan Riaboshapka.

Zelensky est-il un pragmatique tentant de gouverner au centre et d'appliquer un programme par des coups de barre à gauche et à droite ou, tiraillé entre nationalistes ukrainiens, russophiles de l'Est, et les intérêts de son mentor Kolomoïski⁷⁷, navigue-t-il simplement à vue avec comme seul cap de rester au pouvoir ?

Volodymyr Zelensky est confronté à sa première grande crise politique en janvier 2020, lorsque le Premier ministre, Oleksi Hontcharouk, présente sa démission, moins de cinq mois après son entrée en fonction, à la suite d'un enregistrement audio dans lequel il mettait en cause les connaissances du président en matière d'économie⁷⁸. Zelensky le remplace par Denys Chmydal, ancien collaborateur de l'homme le plus riche du pays Rinat Akhmetov commentant « ne pas être voleur ce n'est pas suffisant », soit « il ne suffit pas d'être honnête pour gouverner ». Il se trouve ensuite à la tête d'un gouvernement composé de moins de novices que le

71 <https://www.la-croix.com/Monde/Europe/En-Ukraine-show-Zelensky-rythme-campagne-2019-03-28-1201011987>

72 *Le Nouvel Obs*, 23 mai 2019. <https://www.nouvelobs.com/monde/20190523.AFP7099/ukraine-zelensky-un-peu-sous-le-choc-apres-trois-jours-de-presidence.html>

73 <https://www.lefigaro.fr/flash-actu/ukraine-demission-d-un-proche-conseiller-du-president-zelensky-20190927>

74 https://www.lemonde.fr/international/article/2021/01/26/en-ukraine-le-desenchantement-mine-la-presidence-zelensky_6067584_3210.html

75 <https://www.rfi.fr/fr/emission/20190528-referendum-ukraine-paix-russie-volodymyr-Zelenskyy>

76 https://www.lepoint.fr/monde/ukraine-des-milliers-de-manifestants-hostiles-a-la-capitulation-06-10-2019-2339626_24.php

77 https://www.lepoint.fr/monde/kolomoisky-l-oligarque-qui-embarrasse-le-president-ukrainien-28-11-2019-2350210_24.php

78 https://www.lepoint.fr/monde/ukraine-demission-du-premier-ministre-premiere-grosse-crise-pour-zelensky-17-01-2020-2358295_24.php

précédent. Les ministres jugés réformateurs ont disparu⁷⁹. Ces changements sont mal perçus par les marchés dans un contexte de négociations pour une nouvelle aide du FMI alors que la Ministre des finances sortante, appréciée des Occidentaux, n'avait pas été reconduite⁸⁰. La présidence Zelensky voit le retour à des postes-clé de nombreuses personnalités ayant servi durant la présidence Ianoukovytch, aussi bien au sein de la police ou du système judiciaire que dans l'entourage du chef de l'État. En 2020, Oleh Tatarov - Porte-parole des forces de police lors de la répression de Maïdan - est nommé Chef de cabinet adjoint chargé des questions de police, bien qu'il soit impliqué dans une importante affaire de corruption⁸¹.

Baisse de popularité et possible candidature à un second mandat

Dès mai 2020, contrairement à ce qu'il avait promis l'année précédente, il déclare envisager de briguer un second mandat en 2024⁸². Dans le même temps, confronté à de nombreuses difficultés (enlisement de la guerre du Donbass, conséquences de la pandémie de Covid-19, nomination de figures pro-russes et à plusieurs scandales), il voit sa cote de popularité tomber à 30 %⁸³. Les médias relèvent alors que inexpérimenté et habitué à être populaire en raison de son rôle dans Serviteur du peuple, il tend de plus en plus à prendre ses décisions uniquement en fonction des sondages.

Volodymyr Zelensky se heurte à plusieurs reprises à la justice ukrainienne notamment à la puissante Cour constitutionnelle, dont plusieurs juges ont été nommés par l'ancien président pro-russe Ianoukovytch. En octobre 2020, après avoir été saisie par une cinquantaine de députés pro-russes, celle-ci invalide les lois anticorruption en vigueur depuis plusieurs années, ce qui provoque une vive polémique et suscite l'inquiétude des bailleurs internationaux de l'Ukraine. La *Rada* adopte rapidement une nouvelle loi anticorruption, moins sévère que le dispositif précédent.

Volodymyr Zelensky est régulièrement critiqué pour sa méconnaissance des différentes sphères du pouvoir politique. Cette inexpérience aurait pour conséquence de renforcer le poids de puissants intérêts financiers dont, selon ses opposants, il ne serait qu'une marionnette. En octobre 2020, le *think tank* américain *Atlantic Council* titre à son sujet : « Serviteur du peuple ou serviteur des oligarques ? » Cette situation préoccupe son électorat alors que Zelensky avait défini comme une de ses priorités la lutte contre la corruption et dénoncé la collusion entre le monde des affaires et la classe politique, problème majeur en Ukraine depuis son indépendance de l'URSS.

Les relations du Chef de l'État ukrainien, et de son entourage, avec des oligarques controversés renforcent cette impression d'impuissance voire de complaisance avec le caractère corrompu d'un système en place de longue date. Ces suspicions s'accroissent avec le changement de gouvernement en mars 2020, marqué par le renvoi des ministres dits « réformateurs » et par la nomination dans l'équipe présidentielle de plusieurs figures de l'ancien régime Ianoukovytch réputées corrompues. Roman Maselko, co-directeur de la fondation *De Jure*, spécialisée dans l'analyse des réformes judiciaires, déclare à ce sujet : « Quand on a vu partir le premier gouvernement et arriver [au cabinet de la présidence] Yermak et Tatarov, [...] on a compris qu'il n'y avait plus d'illusions à se faire ». Alors que le dernier est cité dans une affaire de corruption, le président Zelensky intervient directement, en décembre 2020, pour stopper l'instruction de l'enquête, suscitant de vives critiques des associations anticorruption⁸⁴.

En janvier 2021, Volodymyr Zelensky nomme Oleksandr Kuksa à la tête de la Sécurité de l'État. Celui-là même qui lors des événements de Maïdan en 2014 avait planifié la répression menée dans le cadre de l'opération Boomerang, qui avait provoqué la mort de quelque 80 manifestants en deux jours. Opposants et observateurs politiques y voient une alliance de circonstances entre Zelensky et des personnalités pro-russes⁸⁵.

Au début de l'année 2021, Daria Kaleniouk, co-directrice du Centre d'Action contre la Corruption (ANTAC), indique : « Zelensky ne contrôle plus son propre parti. Au moins quatre-vingts députés sont désormais affiliés à Kolomoïsky et d'autres oligarques. Depuis, ils développent une rhétorique prorusse. [...] Ils ont été achetés. En Ukraine, il est très facile d'acheter un député⁸⁶ ». Dès janvier 2021, *Le Monde*⁸⁷ titre sur le « désenchantement » des électeurs de Zelensky. À un charmeur professionnel, une perte de popularité qui pour tous les politiciens professionnels ne représenterait qu'un creux de vague inévitable dans le métier, peut apparaître comme une épreuve insupportable.

79 <https://www.rfi.fr/europe/20200304-ukraine-le-parlement-nomme-denys-chmygal-poste-premier-ministre>

80 https://www.lepoint.fr/monde/ukraine-zelensky-remanie-son-gouvernement-pour-sauver-sa-popularite-04-03-2020-2365822_24.php

81 <https://kyivindependent.com/hot-topic/court-orders-closure-of-bribery-case-against-top-member-of-zelenskys-administration>

82 <https://www.atlanticcouncil.org/blogs/ukrainealert/ukraines-showbiz-president-shuns-mainstream-media/>

83 <https://www.unian.info/politics/poll-zelensky-s-approval-rating-slides-to-31-11153930.html>

84 <https://www.rfi.fr/europe/20200830-ukraine-zelensky-porte-coup-fatal-lutte-anticorruption-son-pays>

85 <https://khpg.org/en/1608808753> ;

86 https://www.lemonde.fr/international/article/2021/01/26/en-ukraine-le-desenchantement-mine-la-presidence-zelensky_6067584_3210.html

87 https://www.lemonde.fr/international/article/2021/01/26/en-ukraine-le-desenchantement-mine-la-presidence-zelensky_6067584_3210.html

Élection et intronisation de Joe Biden

Joe Biden est élu le 14 décembre 2020 et intronisé le 20 janvier 2021. En 2021, contre toute attente, Joe Biden semble prendre ses distances avec l'Ukraine. Les États-Unis trouvent ainsi un accord avec l'Allemagne pour lever leurs sanctions contre *Nord Stream*, ce qui priverait l'Ukraine de ses « approvisionnements en gaz » mais surtout de son rôle d'intermédiaire obligé entre la Russie et l'Europe pour son approvisionnement en gaz, soit d'« au moins trois milliards de dollars US par an ». En outre, Joe Biden ne rencontre pas Zelensky à l'occasion du Sommet de l'OTAN à Bruxelles⁸⁸.

11. 2021, la paire Biden-Zelenski et l'aggravation de la crise

Joe Biden élu 45^e président des États-Unis par les grands électeurs le 14 décembre 2020 puis confirmé par le Congrès le 7 janvier 2021, entre en fonction le 20 janvier 2021. Tant pour lui que pour Trump, et avant lui Obama, le véritable défi à l'hégémonie économique et politique des USA vient de la Chine mais aussi de l'UE, tandis que le défi militaire vient de la Russie et de la Chine.

La stratégie de Trump et de ses conseillers Paul Manafort, Steve Bannon, Micheal Flynn se situait plutôt dans la mouvance du *Tea Party* et l'*alt right*. Elle se caractérise par un isolationnisme hautain n'intervenant dans les affaires du monde que lorsque la sécurité des USA est en jeu. Elle se concrétise par la tentative d'arrimer la Russie chrétienne à une Amérique restée chrétienne, tout en neutralisant une Europe en proie au double mouvement de sécularisation et d'islamisation.

Biden en politique étrangère suit les néoconservateurs dont plusieurs comme nous l'avons dit sont originaires de l'Europe de l'Est, russophobes, et ont des liens avec Israël. Ceux-ci sont surtout inquiets de voir croître le poids d'une UE dont le PIB faisait déjà avant la crise du COVID la première économie globale, dont la devise, l'euro, représentait le seul concurrent plausible à la domination du dollar US et dont la poursuite des échanges avec la Russie (le gaz et le pétrole) l'Asie centrale et la Chine (la *Belt and Road*) risquait de consolider la puissance économique. Se profilait ainsi à moyenne échéance le cauchemar de la géostratégie anglo-saxonne, britannique d'abord (Mackinder) puis américaine (Brzezinski) : l'émergence d'un bloc continental eurasiatique qui irait de la Mer du Nord au Kamtchatka et à l'Asie du Sud et de l'Est, et marginaliserait l'Anglosphère et ses appendices, Israël, le Japon, la Corée du Sud, le Canada, la Nouvelle Zélande, l'Empire du Tout Autour. Par un jeu très subtil qui semble avoir échappé aux leaders de la Vieille Europe, les *neocons* continuent à utiliser l'Ukraine, et faisant d'une pierre deux, jouent la Nouvelle Europe contre la Vieille Europe et la Russie, barrant par là-même la route à l'expansion économique de la Chine, de l'UE et de la Russie. Leur stratégie est de mettre un terme au processus d'intégration économique de cet ensemble qui s'était poursuivi depuis la chute de l'URSS en 1991, s'accéléralant avec le lancement à l'initiative de la Chine de l'AIIB (*Asian Infrastructure Investment Bank*) en 2013, et quasiment simultanément de la BRI (*Belt and Road Initiative*) ou OBOR (*One Belt One Road*). Il fallait avant qu'il ne soit trop tard reconstruire entre l'Europe et l'Asie un mur infranchissable, un nouveau rideau de fer, arrimer l'UE, l'Europe, ce « cap d'Asie » (Valéry) à l'Anglosphère, l'Amérique, le « monde atlantique », en utilisant à cet effet les leviers les plus pratiques : les pays de la Nouvelle Europe, anciennement membres de l'URSS ou du Pacte de Varsovie, et ataviquement russophobes, parmi lesquels l'Ukraine où les *neocons* préparaient le terrain depuis 2008 au moins.

Sans Biden, autrement dit si Sanders, ou Trump, avait été élu, Poutine aurait-il envahi l'Ukraine ?

Dès lors que les *neocons* et le clan Kagan sont de nouveau à la manœuvre, les événements s'enchaînent qui vont précipiter la détérioration des rapports entre l'UE, la Russie et la Chine.

À l'été 2021, l'Ukraine signe avec la firme américano-canadienne Westinghouse un contrat portant sur la construction de centrales nucléaires et l'achat de combustible, pour 30 milliards de dollars US⁸⁹.

Zelenski cité dans les Pandora Papers

En octobre 2021, il s'avère que le nom de Volodymyr Zelensky figure parmi ceux des quelque 500 chefs d'états, chefs religieux, responsables politiques, milliardaires, mafieux, et autres rois de l'évasion fiscale, trouvés dans les *Pandora Papers*⁹⁰, fuite d'informations confidentielles relayées par le ICIJ, consortium de journaux d'investigation – dont le site d'information ukrainien *slidstvo.info*. On apprend que l'homme qui l'avait emporté aux présidentielles en se présentant comme le chef d'une croisade anti-corruption avait dès 2012 fait partie – fondé et entretenu – un réseau de sociétés *offshore* ayant servi à acheter des propriétés au cœur

88 https://www.lemonde.fr/international/article/2021/08/13/les-liasons-contrariees-de-biden-avec-l-ukraine_6091337_3210.html

89 Marc Endewelde, *Guerres cachées, les dessous du conflit russo-ukrainien*, Paris, Le Seuil, 2022, p. 79-82

90 Voir Le Monde, « Une onde de choc mondiale », 6 octobre 2021 ; Le Courrier International, « Économie parallèle. Le président ukrainien dans la tourmente », 5 octobre 2021.

de la City de Londres, qu'il aurait juste avant son élection en 2019 cédé ses parts afin, répond-il aux enquêteurs, de « se protéger lui et ses associés des attaques de l'ancien président corrompu, pro-russe, Ianoukovytch ». Après cette cession de ses parts, et son élection, une dizaine d'entreprises faisant partie des montages financiers offshore auraient continué à verser des dividendes à son épouse. Il n'est bien sûr pas le seul à avoir bâti sa réputation et sa fortune sur une image de croisé de l'éthique. Une des plus récentes illustrations du fait est celle du Parlement européen secoué en décembre 2022 par le Qatargate dont la cheville ouvrière, Pier Antonio Panzeri, fonda en 2019 l'ONG *Fight Impunity* visant à promouvoir la lutte contre les violations des droits de l'homme et des crimes contre l'humanité. L'enquête le concernant lui et ses cinq complices ne fait que commencer mais il est certain que leurs méfaits auront fait moins de victimes que ceux de l'oligarque canonisé par l'Anglosphère et la Nouvelle Europe comme le héros de la démocratie⁹¹. Ce dernier ayant réussi à confondre sa personne avec celle de Vassili Goloborodko, le personnage anti-corruption et anti-système de la série qui fit sa renommée, Zelenski restera sans doute dans l'histoire comme une autre illustration de ce trait de notre espèce qui nous fait préférer les mythes à la raison, le rêve au réel.

Fin 2021 encore, le Haut Comité aux Droits de l'Homme de l'ONU fait part de sa préoccupation concernant la réduction des droits fondamentaux en Ukraine⁹².

Les événements qui dès lors s'enchaînent représentent sans doute, au terme des deux ans de navigation à vue à quoi se résume sa gouvernance, une fuite en avant devant la perspective de perdre ce qui lui restait de pouvoir. Le 2 décembre 2021 Zelensky déclare que la récupération de la Crimée représente un objectif prioritaire de la nation ukrainienne (*Le Figaro* 22 décembre 2021). Cette déclaration sera suivie d'une seconde lorsque au cours de la conférence de presse tenue le 14 février 2022 avec Olaf Scholz, Volodymyr Zelensky réaffirme que son pays veut adhérer à l'OTAN. Zelensky ne pouvait ignorer que cette dernière déclaration représentait un défi insupportable pour une Russie qui s'estimait déjà assiégée sur ses frontières occidentales⁹³.

*

L'AUKUS : Le 15 septembre 2021 après 18 mois de négociations secrètes, l'Anglosphère avance ses pions en Asie-Pacifique par accord tripartite signé entre l'Australie (A), le Royaume Uni (UK) et les Etats-Unis (US) établissant une alliance militaire visant à contrer l'expansionnisme chinois dans l'Indo-Pacifique. Cet accord est distinct de l'ANZUS (*Australia-New Zealand-USA Security Treaty*) signé en 1951. Outre que cet accord en excluant la France, elle aussi puissance de l'Indo-Pacifique, en fait une alliance formellement limitées aux pays anglo-saxons – l'Empire du Tout Autour – elle s'accompagne de la rupture d'une promesse d'achat de sous-marins français.

2021 : Le 1er novembre, rupture officielle des relations OTAN-Russie⁹⁴.

Novembre 2021 : Déploiement de forces russes en Biélorussie, en mer Noire et le long de la frontière ukrainienne. Le 30 novembre Moscou déclare que toute fourniture d'armes ou de personnel militaire à l'Ukraine sera considérée comme une « ligne rouge ».

Décembre 2021 : Ultime tentative russe de désamorcer la crise par l'envoi à l'OTAN et aux USA d'un projet d'accord en deux points : 1. ne pas élargir l'OTAN à l'Ukraine 2. retrait des forces de l'OTAN des pays anciennement membres de l'URSS et du Pacte de Varsovie. L'OTAN déjà obligé de fuir l'Afghanistan craint de se décrédibiliser vis-à-vis de ses membres et refuse de discuter cette proposition.

16 février 2022 : Sans doute rassurée par ce refus, l'Ukraine intensifie les bombardements de Stanytsio et Luhansk au Donbass.

18 février 2022 : Six jours avant l'invasion russe, à la Conférence de Munich, Zelensky exprime son regret que l'Ukraine ait signé le Memorandum de Budapest, et son intention de restaurer la souveraineté de l'Ukraine en matière d'énergie nucléaire.

91 l'Humanité, « Zelensky piégé », 7 octobre 2021 ; Le Courrier d'Europe centrale, 4 octobre 2021.

92 <https://www.europapress.es/internacional/noticia-onu-denuncia-recorte-libertades-fundamentales-ucrania-restricciones-opiniones-criticas-20211215115256.html>

93 <https://www.ouest-france.fr/europe/ukraine/l-ukraine-veut-toujours-adherer-a-l-otan-pour-garantir-sa-securite-ff6a3a3e-8da1-11ec-8bdb-e762c05259aa#:~:text=Ukraine-,L'Ukraine%20veut%20toujours%20adh%C3%A9rer%20%C3%A0%20l,Otan%20pour%20%C2%AB%20garantir%20sa%20s%C3%A9curit%C3%A9%20%C2%BB>

94 Pour rappel (voir § ... les relations entre l'OTAN et la Russie remontent à 1991 et ont connu des hauts – en 1991 établissement de relations entre OTAN et Fédération de Russie, en 1994, la Russie se joint au Partenariat pour la Paix, en 2000 Poutine propose l'adhésion de la Russie à l'OTAN, en 2002 création du Conseil OTAN-Russie, en 2017 encore, à la veille quasiment de l'élection de Zelensky S. Lavrov souhaite une coopération militaire « pragmatique » entre la Russie et l'OTAN - et, à partir de 2008 et surtout 2014, des bas – en 2014, suite au référendum et à l'annexion de la Crimée, suspension des contacts entre OTAN et Russie, en 2018 expulsion de diplomates russes par 21 pays membres de l'OTAN.

24 février 2022 : Tentative russe d'invasion à grande échelle de l'Ukraine, ciblant Kiev mais aussi Zaporija, plus grande centrale nucléaire d'Europe, dont ils prennent le contrôle.

Que ce soit ou non les déclarations de Zelensky, suivies du découplage du réseau électrique ukrainien (cf ci-dessus p.16) , vécues par la Russie comme des provocations insupportables, qui ont provoqué l'invasion du 24 février, si le but des penseurs de la politique étrangère des USA est bien la reconstruction d'un nouveau rideau de fer entre l'Europe et l'Asie, ce but étant déjà atteint, l'attitude de Biden est d'abord prudente. Il offre à Zelensky de l'exfiltrer, comme les Américains le firent des membres du gouvernement Thiêu au Vietnam ou de Ashraf Ghani à Kaboul. Zelensky refuse cette offre et demande des fonds et des armes pour résister à l'invasion.

Les Américains ne tardent pas dès lors à saisir l'occasion d'utiliser le nouveau tour pris par le conflit et les nouvelles perspectives géostratégiques s'ouvrant ainsi à des objectifs plus ambitieux pour l'Eurasie : le démembrement de la Russie, et l'accès ouvert pour les capitaux américains aux ressources minérales, énergétiques et autres de la Sibérie, fût-ce au prix d'une longue guerre dite « d'attrition ». D'après Dimitri Lascaris⁹⁵, juriste et journaliste, membre du parti vert canadien, alors qu'en mars, un mois après l'invasion, Zelensky se déclare prêt à négocier avec Poutine, il en aurait été dissuadé par Boris Johnson lors de sa visite à Kiev. De démagogue à la tête d'un des états les plus pauvres et les plus corrompus d'Europe, parvenu au pouvoir par des moyens douteux, Zelensky sera bientôt transformé en héros et figure de proue des progrès de la démocratie vers l'Orient. La méfiance des Américains et des Européens à l'égard de Zelensky, devenant soudain aveugles aux aspects les moins démocratiques de son régime, se change après que Zelensky ait refusé d'être exfiltré, en un support inconditionnel. Joe Biden dénonce bientôt Poutine comme « criminel de guerre ». En quelques jours le niveau des troupes américaines en Europe de l'Ouest atteint pour la première fois le seuil de 100 000 hommes, soit le tiers de ce qu'il était sous la Guerre froide. Mais malgré l'insistance de l'humoriste devenu guerrier, ne reculant pas devant la perspective de l'extension du conflit à tout le sous-continent, le support de l'Occident ne va pas jusqu'à accepter des procédures accélérées d'admission de l'Ukraine à l'UE et à l'OTAN, de voir ce dernier ou certains de ses pays membres impliqués dans le conflit, ou de voir déclarer une zone d'exclusion aérienne. Le 11 mars encore Joe Biden exclut d'envoyer chars et avions car « cela s'appellerait la troisième guerre mondiale ⁹⁶ ». En mai déjà cependant il accepte la livraison à crédit d'armes offensives à l'Ukraine et débloque 33 milliards de dollars US à cet effet (*Id.*).

Les rumeurs sur le soutien qu'apporterait l'extrême-droite ukrainienne au régime de Zelensky se fondent sans doute sur le fait que l'administration ukrainienne serait infiltrée depuis des années par des membres d'extrême droite détenant le contrôle des services de sécurité, de la télévision d'État, du gouvernement "profond". Parmi les noms cités, Andriy Parubiy, ancien président du Parlement ukrainien et celui du Maire de Kiev Vitali Klitschko. Par ailleurs, Kolomoïski aurait fondé et financé l'un des bataillons de l'organisation paramilitaire Azov – intégrée à la Garde nationale en 2014 ⁹⁷ – le bataillon "Dnipro". Ses membres, quand ils n'ont pas été éliminés par les Russes aux premières heures de l'invasion, ont ensuite été rapidement écartés car trop encombrants pour la com de Zelensky et de ses soutiens en Occident. D'après *Intelligence Online* (13 avril 2022 ⁹⁸) « Avocats londoniens, FBI, banques ukrainiennes, services de renseignement russes et européens, tous sont à la recherche d'Ihor Kolomoïski . Ils sont presque sans nouvelles de l'oligarque depuis l'offensive russe ». D'après Marc Endeweld (p. 84) c'est la proximité entre Zelensky et Kolomoïsky qui explique l'ambivalence des rapports, à leurs débuts, du président américain avec son homologue ukrainien.

Sous le fard du prophète défenseur de la démocratie, de dernier rempart contre l'autocratie, transparaît souvent le visage du bateleur manipulateur prêt à déclencher un conflit mondial plutôt que de perdre la face. Le 15 novembre 2022, Zelensky à propos de l'explosion d'un missile qui a fait deux morts en Pologne, dénonce l'escalade russe. Puis il s'adresse le lendemain au sommet du G20 en affirmant que la frappe d'un missile en Pologne « n'est rien d'autre qu'un message de la Russie adressé au sommet du G20 » et qu'il y a « un État terroriste parmi vous, contre lequel il faut se défendre ». Pour Joe Biden il est « improbable » que le missile ait été tiré depuis la Russie. Pour le président polonais, il est hautement probable que le missile a été tiré par la défense ukrainienne. Le 17 novembre, Zelensky admet enfin « ne pas savoir ce qui s'est passé »⁹⁹.

L'Occident pro-OTAN semble bien être en fait à la manœuvre mais étonnamment comme le fait remarquer un article du NY Times¹⁰⁰ « *US lacks intelligence on Zelensky strategy* » il semble moins bien informé de la stratégie de Zelensky que de celle de Poutine.

95 Dans une vidéo consultée le 18 février 2023, rassemblant Chomsky, Jeffrey Sachs et Seymour Hersh publiée sur AcTVism Munich : <https://youtu.be/5QCR6AVcZM0>

96 Marc Endeweld, *op. Cit.*, p. 126-127

97 https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2022/03/23/qui-sont-les-soldats-du-regiment-azov-accuses-d-etre-les-neonazis-de-l-armee-ukrainienne_6118771_4355770.html

98 <https://www.intelligenceonline.fr/renseignement-d-affaires/2022/04/13/igor-kolomoisky-l-oligarque-le-plus-recherche-du-pays,109767404-eve>

99 https://www.francetvinfo.fr/monde/europe/manifestations-en-ukraine/guerre-en-ukraine-comment-le-discours-de-volodymyr-zelensky-sur-le-missile-tombe-en-pologne-a-evolué-en-deux-jours_5482590.html

100 <https://www.nytimes.com/2022/06/08/us/politics/ukraine-war-us-intelligence.html?smid=url-share>

« U.S. officials said the Ukrainian government gave them few classified briefings or details about their operational plans, and Ukrainian officials acknowledged that they did not tell the Americans everything. ... Ukraine, the officials said, wants to present an image of strength, both to the public and to its close partners. The government does not want to share information that could suggest a weakening of resolve, or give the impression that they might not win. In essence, Ukrainian officials do not want to present information that might encourage the United States and its other Western partners to slow the flow of arms. »

Mais si Zelensky et les droites ukrainiennes manipulent les USA, l'OTAN et leurs inféodés continentaux, ce sont bien les *neocons* américains qui en définitive tirent les ficelles. Car si les responsables américains auxquels le *New York Times* fait allusion semblent bien admettre que les Ukrainiens ne leur disent pas tout, leur fournissent peu de détails sur leur stratégie et leurs tactiques, voulant donner une image de détermination et éviter à tout prix de fournir des informations qui pourrait ralentir les livraisons d'armes, serait-ce que, les rapports UE-Russie étant désormais irrémédiablement compromis, leur objectif principal étant déjà atteint, ces détails n'intéressent plus vraiment les *neocons* du Département d'État ?

12. La fin de l'UE au risque de la fin d'un monde, ou de la Fin du Monde ?

16 août 2022 : Joe Biden signe l'IRA *Inflation Reduction ACT* entamant une politique de subsides et avantages fiscaux (\$ 369 milliards) aux entreprises vertes ayant leur siège sur le territoire des USA, du Canada et du Mexique – les pays membres de l'ACEUM, la zone de libre échange nord-américaine qui a succédé à l'ALENA – à condition que ces entreprises contribuent à la lutte contre le réchauffement climatique¹⁰¹.

L'IRA avait été annoncé dès 2020 dans le programme de campagne de Joe Biden sous la dénomination « *Build back better* » («reconstruire en mieux») ¹⁰². L'UE se laisse une fois de plus aveugler ¹⁰³ par des dénominations on ne peut plus politiquement correcte « réduction de l'inflation » - alors que cette inflation résulte bien sûr en premier lieu des sanctions imposées à la Chine et à la Russie par Trump, et aggravées par Joe Biden. Ces sanctions sont imposées pour des raisons géostratégiques n'ayant rien à voir avec la « rationalité économique » et en contravention aux règles de l'OMC et de l'OCDE. Mais cette politique « vertueuse » se fera aux dépens des industries des alliés, particulièrement de l'UE et de l'Allemagne mais aussi la Corée du Sud et le Japon. Les industries de ces pays alliés, attirées par les prix de l'énergie 3 à 4 fois inférieurs auxquels s'ajoutent des subsides, seront ainsi siphonnées vers les USA. L'allemand BASF, ancien partenaire majeur de Gazprom dans *Nord Stream*¹⁰⁴, annonce dès octobre 2022 qu'il réduira ses opérations en Europe pour les délocaliser vers les USA¹⁰⁵ et la Chine¹⁰⁶. Il faudra après le passage de l'IRA au Congrès le 16 août 2022 quatre mois aux politiques européens pour comprendre la portée de cet *Act* et pour y réagir, soit en demandant à bénéficier des mêmes exemptions que le Canada et le Mexique, membres de l'ACEUM, soit en entamant des négociations entre pays membres de l'UE, en particulier l'Allemagne et la France, en vue d'un BEA (*Buy European Act*). Le seul aspect positif de cette perfidie est qu'il poussera peut-être l'UE à progresser sur la voie d'une politique européenne de subsides aux entreprises vertes ¹⁰⁷. Il est en effet peu probable que les USA et le Canada accordent aux Européens les mêmes privilèges qu'ils s'accordent mutuellement, ne fût-ce que pour les punir d'avoir refusé de signer le projet de libre-échange transatlantique TAFTA/TTPI en 2016¹⁰⁸, et à terme les ramener à la table des négociations. Si le TAFTA était ressuscité et conclu, à la co-extensivité militaire de l'UE et de l'OTAN s'ajouterait celle de l'économie. Le souhait de John K. Wildgen (voir p. 2) d'une Amérique du Nord membre de l'Union européenne serait en quelque sorte réalisé.

Mais cela n'était qu'un hors-d'œuvre.

Le 26 septembre 2022 un attentat contre les gazoducs *Nordstream 1* et *2* se produit en Mer Baltique. Déjà mis hors service à cause de la guerre en Ukraine, ces ouvrages reliant la Russie à l'Allemagne sont tous deux le lieu d'explosions sous-marines suivies de fuite massives de méthane. Les trois grandes fuites identifiées lundi 26 septembre au large de l'île danoise de Bornholm, entre le sud de la Suède et la Pologne, sont visibles à la surface avec de spectaculaires et inquiétants bouillonnements allant "d'environ 200 mètres" jusqu'à "un bon kilomètre de diamètre" annonce l'armée danoise dans un communiqué, photos et vidéos à l'appui.

101 <https://www.fierceelectronics.com/sensors/president-signs-ira-greatest-act-ever-combat-climate-crisis>

102 *Les Échos*, 15 février 2023

103 <https://www.politico.eu/article/joe-biden-ira-inflation-reduction-us-ignores-eu/>

104 <http://www.gasprocessingnews.com/news/basf,-gazprom-natural-gas-deal-collapses-amid-russian-crisis.aspx>

105 *Politico*, 10 novembre 2022 ; <https://www.politico.eu/article/germany-industry-europe-energy-prices-basf/> ; *Financial Times*, 26 octobre 2022

106 *CGTN*, February 7, 2023

107 https://www.huffingtonpost.fr/economie/article/macron-aux-etats-unis-face-a-biden-le-sujet-de-l-ira-s-annonce-houleux_210871.html ; <https://www.lefigaro.fr/flash-eco/la-france-s-inquiete-d-une-concurrence-deloyle-entre-l-europe-et-les-etats-unis-a-cause-du-plan-climat-biden-20221021>

108 https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2015/10/13/si-vous-n-avez-rien-suivi-au-tafta-le-grand-traite-qui-effraie_4788413_4355770.html ; <https://information.tv5monde.com/info/accords-commerciaux-transatlantiques-tafta-est-mort-vive-ceta-125379>

Média russes et occidentaux s'accusent mutuellement. Rappelons que *Nord Stream* est une *joint venture*, ou co-entreprise, Finno-Germano-Russe¹⁰⁹. Rappelons également que Joe Biden avait le 7 février 2022 déclaré lors de la visite de Olaf Scholz à Washington que « si la Russie envahissait l'Ukraine, il n'y aurait plus de *Nord Stream 2* » sans préciser toutefois comment il s'y prendrait mais en assurant les auditeurs que « nous en avons les moyens »¹¹⁰. Après l'incident, les enjeux restant énormes, des projets de réparation sont envisagés¹¹¹ dans le cas de figure où les relations entre la Russie et l'Occident se rétabliraient. Le 8 février 2023, Seymour Hersh, journaliste d'investigation, Prix Pulitzer, connu pour ses dénonciations du rôle des troupes américaines dans le massacre de My Lai au Vietnam et des abus de Abu Ghraib en Irak, dans un article de son blog *Substack*, attribue l'attentat aux USA, avec la complicité de la Norvège¹¹².

Le 14 octobre 2022, Bloomberg¹¹³ annonce « US wants the EU to do more to fund Ukraine war effort »: les États-Unis désirent que l'Union européenne – dont les industries et les consommateurs sont déjà parmi les premières victimes collatérales des sanctions visant les échanges énergétiques avec son voisin russe – contribue d'avantage à l'effort de guerre ukrainien.

Le 23 octobre 2022 alors que les démocrates américains et une partie de l'opinion républicaine sont partisans de la continuation du soutien à l'Ukraine, financier et en armements, le *Washington Post* annonce l'initiative d'une trentaine de démocrates de l'aile gauche du Parti démocrate (*liberals*) proposant des négociations avec la Russie plutôt que la poursuite de l'aide à l'Ukraine¹¹⁴. Devant la levée de boucliers cette proposition est quasiment immédiatement rétractée¹¹⁵. Dans une « opinion publique européenne » inexistante – faute d'une ou deux *lingua franca pan-européennes* – ou se limitant à la communication – en anglais – entre élites politiques nationales, la nouvelle reste inaperçue.

Faut-il voir dans ce début de fléchissement de la veine interventionniste propre aux démocrates un indice de leur perception des véritables enjeux de cette guerre ? Serait-ce qu'à leurs yeux, le but est déjà atteint ? En effet, au prix de quelques dizaines de milliers de victimes ukrainiennes, le rêve d'une Europe fédérale est cassé, la perspective d'une zone de libre échange UE-Russie est compromise pour longtemps, celle d'une zone de libre change transatlantique redevient plausible, et le spectre d'une Eurasie économiquement intégrée est reporté aux calendes grecques.

De plus le défi posé au dollar US par l'euro a perdu de son imminence. Certains parmi les plus pessimistes - ou réalistes suivant qu'on la souhaite ou non - envisagent sa disparition. Ainsi Arnaud Delaunay (<https://www.lecho.be/opinions/general/arnaud-delaunay-ce-n-est-qu-une-question-de-temps-avant-que-l-euro-cesse-d-exister/10422594.html>).

Maintenant que les démocrates américains, ces interventionnistes croyants dans la destinée manifeste de leur pays, en son rôle quasiment transcendantal – répandre une conception américaine de la démocratie et des Droits de l'homme se résumant au droit et à la liberté d'entreprendre et d'investir – croient être près d'atteindre leur véritable objectif – la fin de l'euro et à terme de l'UE – seraient-ils prêts à négocier avec la Russie ?

Serait-ce que le sort de l'Ukraine et surtout des Ukrainiens – un des pays les plus pauvres et les plus corrompus d'Europe – ne leur importe pas plus qu'aux oligarques ukrainiens ou à leur figure de proue, Zelensky ? Si ce qui importe vraiment à ce dernier est sans doute de rester en scène, « stayin' alive » comme dit la chanson, profiter tant que cela est encore possible des subsides de l'UE est sans doute le but des oligarques. Quant aux USA et à l'Anglosphère, leurs véritables cibles sont l'Euro et l'UE et leur but ultime le « libre accès » aux ressources inépuisables d'une Russie morcelée, ce pays peu peuplé mais encore le plus vaste du monde en étendue et le plus riche en ressources minérales. Étape incontournable en vue d'une autre « fin de l'histoire » avec l'avènement des États-Unis du Monde ?

109 « Le projet Nord Stream fut lancé en 1997 par Gazprom et la compagnie finlandaise Neste formant pour l'occasion la compagnie North Transgas Oy pour la construction et l'exploitation de ce gazoduc reliant la Russie avec le nord de l'Allemagne à travers la Baltique. L'associé allemand de ce projet était Ruhrgas. Le projet fut approuvé le 18 novembre 2002 par le comité de gestion de Gazprom. Le 8 septembre 2005, Gazprom, BASF et E.ON ont signé un accord de base sur la construction du gazoduc. ... géré par Nord Stream AG une compagnie commune de Gazprom (51 %) et les Allemands BASF et E.ON (chacun à hauteur de 24,5 %). » (<https://fr.wikipedia.org/wiki/Gazprom>)

110 <https://www.reuters.com/business/energy/if-russia-invades-ukraine-there-will-be-no-nord-stream-2-biden-says-2022-02-07/>

111 <https://www.zonebourse.com/cours/action/GAZPROM-6491735/actualite/Kremlin-Pas-encore-de-decision-sur-la-reparation-des-gazoducs-Nord-Stream-42552648/>

112 https://open.substack.com/pub/seymourhersh/p/how-america-took-out-the-nord-stream?utm_campaign=post&utm_medium=web ; <https://www.courrierinternational.com/article/nord-stream-le-journaliste-seymour-hersh-affirme-que-washington-a-sabote-les-gazoducs-moscou-demande-une-enquete>

113 <https://www.bloomberg.com/news/newsletters/2022-10-14/dialog-in-times-of-transatlantic-turbulence?>

114 <https://www.washingtonpost.com/politics/2022/10/24/biden-ukraine-liberals/>

115 <https://thehill.com/policy/international/3708471-cracks-in-us-support-for-ukraine-risk-helping-putin/>

Épilogue

Préparant cette apocalypse, le chantage à la culpabilité de Zelensky continue, visant l'Allemagne, la France, la Vieille Europe, et tout qui résiste à ses exigences. Il est en cela aidé bien sûr par la continuation de l'« opération » russe dont il a été la gâchette.

Le reste n'est que le déroulement d'un engrenage désormais irrésistible dans lequel la Vieille Europe, comme bétail qu'on mène à l'abattoir, se voit entraînée contre son gré dans une guerre qui n'est pas la sienne mais dont elle est la première cible et peut-être bientôt la victime.

Le 26 janvier alors que les media ne cessent de résonner des discours de Zelensky exigeant des armes, des chars et des avions, une purge massive de personnalités ukrainiennes, politiques, fonctionnaires et militaires est annoncée. Certains faits de corruption de hauts fonctionnaires et militaires ukrainiens deviennent difficiles à masquer. Mais il faut à tout prix que les fonds continuent d'affluer en vue de « soutenir l'effort de guerre de l'Ukraine contre l'autocratie »¹¹⁶. La purge se poursuit le 1^{er} février avec une vague de perquisitions visant entre autres Kolomoïski, l'oligarque ukraïno-israélo-chypriote qui a mis Zelensky en selle.

Au Vietnam du Sud, ou en Afghanistan, autres pays que les USA ont payé pour faire la guerre à leur place, la chute de ces régimes est due entre autres au détournement d'une partie plus ou moins importante des fonds destinés à l'effort de guerre par les responsables civils et militaires des régimes soutenus. Qu'en sera-t-il du régime de Zelensky ?

Que ce soit pour poursuivre la guerre ou pour se constituer des réserves en cas de défaite, à l'heure où je boucle cet article, Zelensky et ses partisans en Ukraine ou à l'étranger continuent à réclamer à grands cris fonds, chars, avions, missiles.

Bruxelles, le 15 mars 2023

116 <https://www.nytimes.com/live/2023/01/24/world/russia-ukraine-news#ukraine-corruption-scandal> ;
<https://www.theguardian.com/world/2023/jan/24/zelenskiy-anti-corruption-drive-15-ukrainian-officials-exit> ;
https://asiatimes.com/2023/01/zelenskys-corruption-purge-key-to-wars-outcome/?mc_cid=f8ece69fbb&mc_eid=5ed21689ac

Abréviations

ACEUM : Accord Canada-États-Unis-Mexique, zone de libre échange nord-américaine qui a succédé à l'ALENA, Accord de Libre-Échange Nord-Américain.

ABM : *Anti Ballistic Missiles*. Traité entre les USA, l'URSS et les états nucléaires européens visant à limiter et contrôler l'usage des armes stratégiques. Il fut prolongé entre la Russie et les mêmes après la chute de l'URSS. Les USA s'en retirent en 2002.

APC : Accord de Partenariat et de Coopération. Négocié entre 1994 et 1997 dans une perspective de rapprochement progressif entre la Fédération de Russie et l'Union européenne.

BERD : Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement. Elle fut fondée en 1991 à l'issue de la Guerre froide afin de soutenir le passage à l'économie de marché des pays d'Europe de l'Est anciennement membres du Pacte de Varsovie.

CECA : Communauté européenne du charbon et de l'acier. Première organisation internationale européenne constituée en 1952 par les trois pays du Bénélux (Belgique, Pays, Bas, Luxembourg), l'Allemagne, la France et l'Italie. Elle est l'ancêtre de la Communauté économique européenne (CEE) de la Communauté européenne (CE) et de l'Union européenne (UE).

CEE : Communauté économique européenne. Constituée en 1957 par le Traité de Rome, elle élargit à des secteurs des économies européennes autres que le charbon et l'acier les échanges et la collaboration entre les pays membres de la CECA. Prenant pour base le **traité CECA** de 1951, le traité de Rome élargit le champ de la coopération supranationale et relance ainsi la construction européenne, ralentie par l'échec, en 1954, du projet politique de **Communauté européenne de défense**. Le domaine économique, moins sujet aux résistances nationales, apparaît comme un champ consensuel de coopération.

CED : Communauté européenne de défense. Projet d'une armée européenne placée sous commandement américain négocié par les six pays membres de la CEE de 1950 à 1954 lorsque l'Assemblée nationale française refusa de le ratifier. Voir ci-dessus à CEE.

CEI : Communauté des États Indépendants. Elle rassemble les anciens pays membres de l'Union soviétique.

Euratom ou CEEA : traité signé en 1957 instituant la collaboration entre pays membres de la CEE en matière de recherche et la production d'énergie atomique.

FMI : Fonds Monétaire International. Venant en aide aux pays traversant des crises économiques, financières et monétaire, créé avec la Banque mondiale (BM) en 1944, dans le cadre des accords de Bretton Woods. L'action conjuguée des deux institutions vise à assurer la stabilité du système financier international.

GAFAM : Acronyme désignant les cinq géants numériques américains : Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft. Les GAFAM contrôlent l'internet global. Seuls les BATX chinoises (Baidu, Alibaba, Tencent et Xiaomi) ainsi que les russes Viandex et Vkontakte se trouvent sur leur chemin.

GDF : Gaz de France

HIID : *Harvard Institute for International Development*

IDS ; Initiative de Défense Stratégique. Encore appelée « Guerre des étoiles ». Projet de défense anti-missiles lancé en 1983 par Ronald Reagan.

ID : *Iron Dome*. Système israélien de défense anti-missile par laser.

INF : Traité sur les Forces Nucléaires Intermédiaires. Signé en 1987 entre les USA et l'URSS il interdit tous les missiles et lance-missiles d'une portée de 500 à 5500 km, et s'accompagne de procédures de vérification réciproques.

MAP : *Membership Action Plan*. Statut de dialogue intensifié accordé par l'OTAN à certains pays candidats. L'Allemagne et la France refusèrent de l'accorder à l'Ukraine en 2008 malgré l'insistance des USA.

NSA : National Security Agency. Responsable du renseignement d'origine électro-magnétique.

OCDE : Organisation pour la Coopération et le Développement Économique. Rassemble autour des USA et des pays européens les pays fondant leur politique sur l'idéologie libre-échangiste.

OECE : Organisation Européenne de Coopération Économique, fondée en 1948 pour gérer les fonds du Plan Marshall

OPEC : *Organization of Petrol Exporting Countries*

PAC ; Politique Agricole Commune. Politique de subsidiation des pays membres de l'UE.

PIB: Produit Intérieur Brut

PPP : Programme de partenariat pour la paix. Proposé en 1994, 5ans après la dissolution de l'URSS et du Pacte de Varsovie aux pays de l'Est européen et à la Russie, qui l'accepte le 22juin.

SRBM : *Short Range Ballistic Missile*. Missiles à courte portée (500 à 5000 km) capables de cibler les pays d'Europe centrale et de l'Ouest.

TNP : Traité sur la Non-Prolifération des armes nucléaires.

UKIP : Un des premiers partis militant pour la sortie du Royaume-Uni de l'UE

USAID : *US Agency for International Development*. Agence américaine de coopération au développement. Elle fournit une grande partie des fonds et des consultants qui contribuèrent à la privatisation sauvage – la « thérapie de choc » – des actifs de l'ancienne URSS sous Boris Eltsine.

Éléments de Bibliographie

Brzeziński, Zbigniew, *Le grand échiquier : L'Amérique et le reste du monde* [*The Grand Chessboard : American Primacy and Its Geostrategic Imperatives*], Bayard, « Actualité », 273 ; édition poche Fayard, coll. « Pluriel », 2011

Endeweld, Marc, *Guerres cachées, les dessous du conflit russo-ukrainien*, Paris, Le Seuil, 2022

Gaddis, John Lewis, (2011), George F. Kennan : *An American Life*, Penguin Press (biographie d'un des grands géopoliticiens et diplomates américains avec Henry Kissinger et John Mearsheimer, opposés à l'extension de l'OTAN en Europe de l'Est)

Guyatt, Nicholas, *Encore un siècle américain ?* Éditions Écosociété, 2002

Kagan, Robert, *Of Paradise and Power : America and Europe in the New World Order*, Vintage, 2004 ,

Lacoste, Yves, « La Russie dix ans après » dans *Hérodote*, 2002/1 (n° 104), pp. 3-26

Mearsheimer, John, *Le lobby pro-israélien et la politique étrangère américaine* [« The Israel Lobby and U.S. Foreign Policy »] (de l'anglais), Paris, La Découverte

- *Why Leaders Lie : The Truth About Lying in International Politics*, Oxford University Press, 160) ; édition poche 2009

« Why the Ukraine Crisis Is the West's Fault », *Foreign Affairs*, Septembre-Octobre 2014 (<https://www.foreignaffairs.com/articles/russia-fsu/2014-08-18/why-ukraine-crisis-west-s-fault>)

Nies, Suzanne, « L'Énergie, l'UE et la Russie »
in *La Découverte | Hérodote*,
2010/3 n° 138 | pages 79 à 93

Article disponible en ligne à l'adresse <https://www.cairn.info/revue-herodote-2010-3-page-79.htm>

Nigoul, Claude, « L'énergie dans les relations Europe-Russie, Moteur de coopération ou arme de guerre », *Centre international de formation européenne | L'Europe en Formation*, 2014/4 n° 374 | pages 94 à 115

Article disponible en ligne à l'adresse : <https://www.cairn.info/revue-l-europe-en-formation-2014-4-page-94.htm>

Saint-Étienne, Christian, *Le conflit sino-américain pour la domination mondiale*, Éditions de l'Observatoire, Paris, 2023